



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2020-11-1 / 2020-11-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Jeudi 1^{er} octobre.

Dimanche 1^{er} novembre.

La campagne « Le Congo n'est pas à vendre » fustige la gestion opaque du dossier passeport. Malgré ses appels, le Gouvernement a laissé laisser expirer le contrat avec Semlex en juin sans lancer d'appel d'offre, menant à une pénurie des passeports. A présent, poursuit le communiqué, diverses sources parlent de la signature d'un contrat avec Locosem. Si confirmé, ceci viendrait contredire les propos de la ministre des Affaires étrangères sur la rupture de la collaboration avec l'ancien prestataire Semlex, puisque Locosem est la filiale congolaise de Semlex. Enfin, selon le communiqué, la campagne « Le Congo n'est pas à vendre » rappelle au gouvernement congolais ainsi qu'au président de la République qu'elle exige : « La sensible baisse du prix du passeport, la cessation du contrat de l'entreprise SEMLEX, la transparence dans la passation des marchés et l'ouverture d'une enquête judiciaire crédible sur les soupçons de corruption à propos du précédent contrat. Les Congolais attendent une communication officielle dans ce sens de la part du Gouvernement. »

Le conflit entre Hutu et Nande à Rutshuru fait environ 20 morts en une semaine. Au total, 14 Nande ont été tués et 7 hutus dans la période qui couvre cette crise. Il y a aussi une prolifération de kidnappings en territoire de Rutshuru. Selon l'administrateur du territoire, l'incompréhension entre les communautés hutues et nande gagne du terrain. La criminalité et l'activisme des groupes armés seraient à la base de cette crise communautaire, qui cause mort d'hommes à Rutshuru et dans la cité de Kiwanja, précise-t-il. Il pointe du doigt certains rebelles FDLR, qui seraient venus d'ailleurs et qui se seraient ralliés à certaines familles hutues dans la chefferie de Bwisha.

Kisangani : campagne de collecte de fonds pour l'érection d'un monument dédié aux victimes des guerres. Les différentes guerres connues dans la ville de Kisangani, spécialement celle dite de « six jours » en juin 2000, ont causé la mort de plusieurs milliers des Boyomais, déclare le groupe Lotus, une organisation de défense des droits de l'homme. Ce dernier fait savoir également que d'autres sont restés dans le traumatisme prolongés, sans oublier de nombreux dégâts matériels importants enregistrés dans cette ville. « C'est pourquoi nous voulons en mémoire de nos compatriotes, qui sont décédées, construire un monument pour se rappeler ces gens-là. »

Felix Tshisekedi nomme un panel devant appuyer son mandat à la tête de l'UA. Cette équipe sera dirigée par le professeur Alphonse Ntumba Luaba. Ce panel a pour mission d'appuyer le Chef de l'Etat dans l'implémentation de sa

mission et de son plan d'action. Cette structure de réflexion et de travail va notamment préparer les prises de position sur le plan continental du chef de l'Etat. Zénon Mukongo, en est le rapporteur et Lucien Lundula, rapporteur adjoint.

Beni : l'église l'Arche de l'alliance appelle les groupes armés à opter pour la paix. « Que tous ceux qui sont encore dans la brousse optent pour le processus de paix ». Cet appel a été lancé par le responsable de l'église l'Arche de l'alliance de Beni, lors d'une série d'activités ecclésiastiques organisés samedi 31 octobre matin à Beni dans l'objectif de prier pour la paix dans la région de Beni et à travers le pays. Pour le responsable de cette église, la paix et le bien-être est tout ce que veut la population congolaise. Ainsi, tous ceux qui sont encore dans la brousse sont appelés à adhérer aux processus de la paix.

Beni : bilan revu de l'attaque de Lisasa, 21 morts. Le bilan de l'attaque des rebelles ougandais des ADF au village Lisasa dans le groupement Buliki en secteur de Rwenzori à Beni s'est alourdi dimanche 1er novembre, passant de 17 à 21 civils tués. Si les acteurs de la société civile s'inquiètent de la légèreté dans la prise en compte des alertes sécuritaires, les élus de la ville et territoire de Beni parlent de conséquences de l'évasion de la prison de Kangbayi. Ainsi, ils appellent les autorités provinciales et militaires de prendre des mesures idoines.

Lubumbashi : marche de l'UDPS pour soutenir les consultations annoncées par Felix Tshisekedi. Cependant, cette marche a été marquée par les accrochages avec les jeunes du PPRD, parti cher au sénateur à vie Joseph Kabila. Les deux camps se rejettent la responsabilité. Prenant la parole à la grand' place de la poste au centre-ville de Lubumbashi, le président fédéral de l'UDPS/Lubumbashi, Bruno Tshibangu, a expliqué à ses membres le sens de la marche, demandant à tout le monde de se ranger derrière le chef de l'Etat pour l'aider à réussir son mandat et surtout les négociations qui pointent à l'horizon. Il a dénoncé les affrontements et la séquestration de certains jeunes par les membres du PPRD, invitant le maire de Lubumbashi et le gouverneur de province - tous membres du PPRD - à s'investir pour que les jeunes séquestrés soient libérés.

Lundi 2 novembre.

RDC-Consultations : Félix Tshisekedi va rencontrer les églises et la société civile. Les consultations initiées par le président Félix Tshisekedi débutent ce lundi 2 novembre. Outre les politiciens, Félix Tshisekedi va rencontrer plusieurs autres sensibilités, dont notamment l'Eglise catholique, l'Eglise du Christ au Congo et la société civile. Selon les sources de la présidence de la République, le comité technique mis en place pour préparer cette série de contacts est très avancé. Ces consultations interviennent dans un climat tendu entre les alliés au pouvoir à savoir le Front Commun pour le Congo (FCC) et Cap pour le Changement (CACH).

Buta : la Regideso annonce la reprise de la desserte en eau, après 26 ans de pénurie. Depuis vingt-six ans, la Regideso n'a plus fourni de l'eau potable aux habitants de la ville de Buta. Ses robinets et ses bornes fontaines, disséminés à travers différents quartiers, étaient devenus secs. Cette situation était due à la destruction des installations et du réseau de distribution d'eau dans les années 1997, lors de la guerre de l'AFDL. Le directeur provincial de la Regideso/Kisangani, Ebaka Ice, assure que le pari est gagné et l'eau coule déjà des robinets.

Kindu : transfèrement de chef milicien Kifinyo à Kinshasa. Le chef milicien Kasembe Bernard, alias Kifinyo, a été transféré vendredi 30 octobre à Kinshasa, 48 heures après avoir été capturé par les FARDC dans les forêts surplombant le secteur de Balanga en territoire de Kailo (Maniema). Sur son dos pèse les soupçons des tueries, viol des femmes, des destructions méchantes et autres atrocités faites sur la population et leurs biens. L'ASBL Haki Zabinadamu-Maniema condamne le fait de l'éloigner de son juge naturel et ne va pas donner l'occasion aux victimes de se présenter au procès. Même son de cloche du côté des victimes.

L'AFDC/A de Bahati Lukwebo s'inscrit dans le schéma du dialogue prôné par Felix Tshisekedi. C'est ce qu'a déclaré dimanche 1er novembre à Kinshasa, le sénateur Modeste Bahati Lukwebo, lors de la cérémonie d'adhésion à ce regroupement des dix partis et personnalités politiques. Parmi les nouveaux adhérents à l'AFDC/A figurent l'Union nationale des nationalistes de Willy Mishiki, l'Alliance des compatriotes pour le salut public, que préside Prince Bushiri, et l'Alliance des chrétiens pour le renouveau et le progrès, de Jean Oscar Kiziamina Kibila. Ces derniers disent désormais accompagner l'AFDC/A dans la défense des valeurs démocratiques, républicaines et morales. Modeste Bahati, autorité morale de l'AFDC/A, soutient : « Des adhésions massives, c'est devenu une habitude. Ils ont trouvé que nous sommes un regroupement qui permet à ce qu'ils puissent atteindre leurs objectifs. Je crois que ce sont toutes ces valeurs que nous défendons qui font que beaucoup de partis politiques nous rejoignent. Nous dépassons déjà 41 partis politiques, membres du regroupement AFDC et Alliés. » Il a confirmé le démarrage ce mardi à Kinshasa du 3^{ème} congrès de l'AFDC, parti phare du regroupement AFDC/A.

Beni : conditions de vie difficiles pour les déplacés de Lisasa-Kalunguta. Selon le chef du secteur Rwenzori, de nombreux déplacés ayant fui ces attaques ont trouvé refuge dans des familles d'accueil à Kalunguta, Butembo ou encore Kabasha et tous sont sans aucune assistance. Plusieurs attaques ont eu lieu entre mercredi et samedi derniers dans la partie sud du territoire de Beni. Toutes ces attaques ont été attribuées aux ADF. Au moins une quarantaine de personnes ont été tuées.

Controverse autour de 15 millions USD destinés aux victimes des guerres de Kisangani. Le sit-in observé devant le cabinet du Premier ministre à Kinshasa pendant plusieurs mois par une délégation des victimes des guerres de Kisangani a porté ses fruits. « L'assistance décrétée par le chef du gouvernement nous a réjouis. Mais nous regrettons que le ministre des Droits humains, qui n'est jamais venu nous visiter ici devant la Primature où nous totalisons dix mois depuis que nous sommes ici. (Il) est allé à Kisangani, alors qu'il sait très bien que le comité de coordinations des victimes est ici à Kinshasa, qui se bat pour que le gouvernement entende la voix des victimes pour la première fois depuis 20 ans », a déclaré Monsieur Kalokola, le président de ce comité. Selon lui, le ministre Lite a ramené une liste dont les membres du comité ignorent le contenu. Pour sa part, le ministre André Lite se refuse de répondre à Monsieur Kalokola, alléguant qu'il n'est pas crédible. Pour lui, l'argent reçu du gouvernement sera remis aux victimes à Kisangani et non à Kinshasa.

Butembo: marche des avocats et défenseurs judiciaires après lynchage de leur confrère. Cette marche des avocats et défenseurs judiciaires, habillés tous en togas, s'est déroulée sous un soleil ardent. A travers leur accoutrement, les défenseurs judiciaires ont attiré la curiosité de la population. Celle-ci est partagée entre la curiosité et l'émoi, se souvenant de maître Meschack Mitavo, sauvagement lapidé dans le quartier Rwenda et mort de ses blessures. En guise de solidarité, le barreau du Nord-Kivu a, dans un communiqué rendu public dimanche dernier, décidé de l'arrêt de toute prestation devant les juridictions et parquets civils et militaires de Butembo, par tous les avocats pendant sept jours à dater de ce lundi. Meschack Mitavo, défenseur judiciaire, a succombé à ses blessures samedi dernier, après avoir été lapidé lors d'une descente sur terrain dans la concession conflictuelle de Mititiro à Rwenda.

Consultations en RDC : Corneille Nangaa insiste sur le renouvellement de l'équipe dirigeante de la Ceni. Toutefois, la question du renouvellement de l'équipe dirigeante de la Ceni reste la clé de voûte. Les responsables des institutions d'appui à la démocratie ont été les premiers à être consultés par le chef de l'État au palais de la nation. C'est notamment, les présidents de la CENI, du CNSA, du CNDH et du CSAC. Pour sa part, Joseph Olenga Nkoy président du CNSA a insisté sur la nécessité pour le chef de l'État Félix Tshisekedi de consulter en amont son prédécesseur Joseph Kabila avant même l'ouverture de ces consultations. Toutefois, a-t-il conclu, il est le seul à rendre compte au peuple congolais. Le bureau de la CENI reçu le 2/11/2020 au Palais de la nation par le Président Félix Tshisekedi.

Kasaï-Oriental : les députés provinciaux empêchés d'accéder à hémicycle. Douze députés provinciaux sur les 24 que compte l'organe délibérant du Kasaï-Oriental exigent au ministre provincial de l'intérieur de dégager tous les éléments de la PNC déployés sur place. « Le 2 Novembre, les députés provinciaux ont constaté que l'accès à l'hémicycle leur était interdit et qu'un dispositif impressionnant des éléments de la PNC étaient mis en place pour les empêcher. Les députés provinciaux ont trouvé un message officiel signé par le ministre provincial de l'intérieur adressé au vice-Premier ministre et ministre de l'intérieur tendant à obtenir le report de la séance plénière au motif fallacieux de l'affrontement entre deux factions de l'UDPS », a indiqué Junior Muteba, élu de Lupatapata. Les députés provinciaux du Kasaï-Oriental demandent au ministre provincial de l'Intérieur de dégager tous les éléments de la PNC devant l'entrée de l'hémicycle. Faute de quoi, indiquent les élus, l'assemblée provinciale prendra des sanctions qui s'imposent.

RDC-Consultations : le mémorandum du cardinal Monsengwo fait le plaidoyer du bien-être du peuple. Le Président Félix-Antoine Tshisekedi a reçu ce lundi 2 novembre le Cardinal Laurent Monsengwo. « Nous lui avons présenté un mémo dans lequel nous disons que le pays a besoin de se concentrer sur l'économie pour le développement du pays pour que le peuple puisse avoir de quoi manger. Nous le (président de la République) félicitons pour cette initiative qu'il a prise. Et grâce à cette initiative, il arrivera à avoir une série de réponses qu'il pourra étudier avec certaines personnes ressources ».

Mardi 3 novembre.

RDC-Consultations : La société civile de Beni plaide pour la sécurité et le développement. Le gouvernement congolais devrait mettre l'accent sur la sécurité et le développement et non sur le partage du pouvoir entre politiciens, a indiqué la société civile de la ville de Beni lundi 2 octobre, à l'occasion du début des travaux des consultations initiées par le chef de l'Etat Felix Antoine Tshisekedi. «La société civile de Beni voudrait qu'après ces consultations, les institutions soient d'abord stables pour travailler sur les questions prioritaires, notamment question la sécurité parce que dans plusieurs provinces, les groupes armés règnent en maître», a affirmé le président de la société civile de Beni. Il souhaite que ces

consultations n'aboutissent pas au partage du pouvoir. **Moïse Katumbi arrive à Kinshasa pour participer aux consultations.** Moïse Katumbi, leader de la plateforme Ensemble pour la République a reçu l'invitation du Président Félix-Antoine Tshisekedi, « aux fins de participer aux consultations des leaders politiques et sociaux ». Il va apporter sa contribution à la recherche des solutions consensuelles aux importants défis auxquels le peuple congolais est confronté. **Pour Bahati, l'Union sacrée pour la nation est une solution à la crise multiforme que connaît la population congolaise.** L'union sacrée pour la nation prendra part aux consultations initiées par le Président de la République, en vue de former ensemble l'Union sacrée pour la Nation. « Nous ne voulons pas faire de la démagogie. Il n'y aura pas des miracles. Mais je pense qu'avec un peu de bonne volonté et d'amour pour ce peuple meurtri, les choses peuvent changer dans notre pays pour que nous puissions observer une croissance économique appréciable à deux chiffres. Mais également mettre les Congolais dans de bonnes conditions de vie sur le plan social, économique et sanitaire », a soutenu Modeste Bahati. **Les défenseurs des droits de l'homme recommandent la requalification de la majorité.** Les défenseurs des droits de l'homme recommandent au Président de la République de requalifier la majorité FCC-CACH en vue d'avoir une nouvelle majorité soucieuse du bien-être social et d'un véritable Etat de droit au cœur de l'Afrique. « Nous avons proposé au président de la République de consulter toutes les forces politiques et sociales, y compris les forces politiques du FCC ainsi que les autres forces politiques qui ne font pas partie de la coalition en vue d'écouter les uns et les autres, mais surtout, dans l'objectif de pouvoir déboucher sur la requalification de la majorité. Parce que nous sommes aujourd'hui certains, qu'avec cette majorité, il ne sera pas possible de permettre à la RDC et à son peuple de réaliser le projet de société, à savoir réaliser un Etat de droit démocratique, tel que voulu par notre constitution », a indiqué le président de ACAJ.

Ituri : le député Martyrs Abedjoa veut interpeller le gouverneur sur sa gestion financière de la province. Le Député provincial justifie sa démarche par le fait que les recettes que génère la société Brassicole Bralima ne sont pas versées dans le compte bancaire de la province, mais plutôt dans un autre compte qui n'est pas reconnue par DGRPI, qui est la régie financière de la province. Il exige des éclaircissements auprès de l'exécutif provincial. En réaction, le ministre provincial de l'économie et finance indique que ce compte bancaire transitoire était créé dans le but de permettre à la province de centraliser les recettes pour payer à la Banque une dette de plus de 1 million de dollars américains qu'il détenait avant qu'il ne soit en fonction.

Idiofa : la population appelée à se rendre à l'hôpital en cas de maladie au lieu d'aller chez les prophètes, et guérisseurs charlatans. C'est ce qu'a déclaré l'administrateur du territoire d'Idiofa, de la province du Kwilu, lundi 2 novembre. Il a également indiqué qu'en cas de décès d'une personne, la population devrait éviter de toujours croire qu'elle a été ensorcelée.

Liberté de la presse : l'UNPC dresse un bilan mitigé au Kasai-Central, JED note une légère amélioration au Nord-Kivu. C'est en marge de la journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes contre les journalistes, célébrée le 2 novembre, que le secrétaire provincial sortant de l'Union nationale de la presse congolaise /Kasai-Central, a noté que deux journalistes ont été interpellés dans l'exercice de leur profession et une station de radio est censurée depuis janvier 2020, à Kananga. Pour sa part, l'ONG Journaliste en Danger (JED) note une légère amélioration concernant les atteintes à la liberté de la presse, en dépit de plusieurs cas d'agression et d'interpellation des journalistes enregistrés l'année en cours.

Nord-Ubangi : l'aide du PAM à 32 000 victimes des inondations de Yakoma. D'après un communiqué du Programme alimentaire mondial (PAM) cette assistance se fait en espèces ou cash, en collaboration avec l'ONG locale ADSSE et la banque TMB pour le cash. L'opération durera huit jours, précise le PAM. Les pluies diluviennes qui se sont abattues depuis le 20 juillet à Yakoma, territoire situé au nord-est de la province du Nord-Ubangi, ont causé mort d'homme et plusieurs dégâts matériels. Le nombre provisoire des maisons détruites va au-delà de deux mille.

Matadi : le ministre provincial des ITPR salue les avancées des travaux de la voirie urbaine. Financés par le Fonds national d'entretien routier (FONER) et exécutés par l'Office des voiries et drainage (OVD), les travaux de bétonnage du tronçon compris entre le pont Pete Pete et le rond-point 2415, et ceux effectués au rond-point Mzee Laurent-Désiré Kabila, avancent sans désespérer, selon le ministre provincial des infrastructures et travaux publics, après sa visite sur les chantiers. Mais, pour préserver ces routes une fois réfectionnées, il a appelé la population de Matadi à une bonne gestion des déchets.

Nord-Kivu : 31 condamnations et 12 acquittements prononcés lors des audiences foraines à Masisi. Organisées du 26 octobre au 2 novembre, ces audiences foraines ont traité des dossiers sur les violences sexuelles et celles basées sur le genre, dans le cadre d'un projet de réponse sur cette problématique. Sur 65 causes enrôlées, le tribunal a prononcé, 46 décisions dont 31 condamnations, 12 acquittements et 3 prévenus ont été transférés devant leurs juges respectifs. La Dynamique Femme Juristes (DFJ) l'une des organisations qui accompagne ces audiences, indique que celles-ci revêt un double sens, notamment celui d'accompagnement aux victimes de ces violences, mais aussi un rôle pédagogique dans la communauté.

Kasaï-Central : le gouverneur de la province visé par une motion de censure. Appuyant leur démarche, le député Joseph Kalombo parle d'une mauvaise gestion de la province du Kasaï par le gouvernement Pieme, en évoquant 2 millions USD qui devaient servir à la construction des sièges de l'Assemblée et du gouvernement de la province, ainsi que 150 mille USD destinés à la lutte contre le Coronavirus. Par rapport à ce qui lui est reproché, Dieudonné Pieme indique que le premier montant évoqué n'avait pas été obtenu pour un immeuble à construire, mais plutôt pour acquérir les engins devant servir au réaménagement des routes de déserte agricole en province.

Haut-Katanga : les Lushois ne respectent plus les gestes barrières dans la lutte contre le Coronavirus Le ministre provincial de la santé a, au cours d'une rencontre avec tous les bourgmestres de la ville, demandé l'implication des uns et des autres dans la lutte contre le coronavirus. Dans certaines écoles, universités et instituts supérieurs dans le transport en commun tout se passe comme si de rien n'était. Les anciennes habitudes sont de retour chez la plupart des personnes. Le lavage de main devient un geste aléatoire. Le prélèvement de température qui se faisait à l'entrée de certains établissements appartient au passé. Dans le transport en commun et dans certaines entreprises les mesures barrières ne sont plus respectées.

Goma : réunion RDC- Rwanda pour la réouverture des frontières. En plus de faciliter l'entrée de part et d'autre d'une certaine catégorie des résidents, notamment les étudiants, enseignants et médecins, les deux gouverneurs ont également convenu de sensibiliser leurs communautés respectives contre les traversées clandestines et pour les inciter au respect de mesures barrières contre la covid-19. En outre, il a été souligné que seuls les passeports, et laissez-passer sont admis comme titres de voyage pendant ce moment de covid-19. Au cours de ces échanges, quelques problématiques ont été soulevées notamment le mouvement des résidents travaillant de part et d'autre de la frontière, les petits commerçants transfrontaliers et l'utilisation de la petite barrière comme 2ème porte des marchandises.

Nord-Kivu : 2 morts dans une embuscade des ADF sur l'axe Mbau-Kamango. Selon la société civile d'Oicha les victimes sont toutes des civils. Face à cette énième attaque des rebelles ougandais de l'ADF, le président de la société civile d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni, se dit préoccupée par cette situation sécuritaire persistante dans leur région. Il en appelle à la responsabilité des autorités militaires du pays afin de combattre l'ennemi dans la partie Nord et Ouest de la région.

Nord-Kivu : le député Paluku Kitakya alerte sur le risque de perturbation des activités scolaires après les attaques à Lisasa. L' élu provincial de Beni estime que cette situation va aussi appauvrir davantage les populations de cette partie du territoire qui ont abandonné leurs champs pour se réfugier ailleurs. Cette zone était jusque la plus ou moins calme malgré la présence des groupes armés. Il a également appelé les autorités militaires à trouver des solutions idoines pour sécuriser cette partie du territoire devenue cible des ADF. Il a lancé un SOS aux humanitaires afin de venir en aide aux déplacés.

Sud-Kivu : calme relatif à Masango après des combats qui ont fait trois morts. Cette accalmie intervient après un week-end agité à la suite des affrontements armés entre des éléments du colonel déserteur de l'armée Michel Rukunda Makanika et des miliciens du groupe Biloze Bishambuke à Masango. Trois personnes ont été tuées et plusieurs blessés ont été recensés. Ces combats débutés le week-end dernier se sont poursuivis lundi dans cette localité, indiquent des sources locales.

Butembo : une tentative d'évasion déjouée à la prison de Kakwangura, 1 mort. Un prisonnier a été tué lors d'une tentative d'évasion déjouée dans la nuit de lundi à mardi 3 novembre, dans la prison centrale de Kakwangura à Butembo au Nord-Kivu.

Mercredi 4 novembre.

Évasion de 25 des 57 détenus de la prison centrale de Kongolo. Ils ont réussi à neutraliser le policier commis à la garde de la prison, a indiqué le procureur de la République près le parquet de Kongolo. L'évasion a eu lieu sous une pluie qui s'est abattue dans la localité, en l'absence du directeur de la prison. Le policier de garde a ouvert la porte des cellules pour permettre aux détenus de s'abriter et manger. Mais, il a été pris en otage et les prisonniers se sont précipités à la porte pour le frapper.

Kinshasa : les agents du secrétariat général de l'ESU en grève. Ils ont déserté leur bureau mardi 3 novembre en manifestant toute la journée et bloquant l'entrée principale du secrétariat général. Le président de l'intersyndical de l'ESU, indique que c'est depuis un mois que le secrétaire général et le ministre Thomas refusent de recevoir les membres de l'intersyndical pour écouter leurs doléances. Pour lui, ça fait 72 mois que les agents engagés ne sont pas payés. Ils ont perdu

dix agents. Muyaya Mwana accuse le secrétaire général de procéder à la paie d'une façon sélective. « Il ne paye que les agents de son obédience ».

Maï-Ndombe : 23 500 USD alloués par le fonds forestier national pour le reboisement. La mission du FFN est de financer le reboisement selon la politique du chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, axée sur le jardin scolaire qui consiste à planter plus d'un milliard d'arbres à l'horizon 2023. Tolo, Bokoro, et Ntandembelo, dans le territoire de Kutu, et Ikalata, Isea dans Inongo sont ciblées pour l'exécution de ce projet, a renchéri le chef d'antenne du FFN Maï-Ndombe.

Beni : les agriculteurs réclament plus de sécurité. L'Union des agriculteurs, des éleveurs et pêcheurs du Congo (UAEPECO)/Beni a tenu son assemblée générale mardi 3 novembre. Les agriculteurs, travaillant souvent dans un contexte d'insécurité, ont demandé à cette occasion l'intervention de la Monusco pour expliquer sa contribution aux opérations militaires en cours contre les groupes armés dans la région.

Maï-Ndombe : adoption du calendrier de la session de septembre à l'assemblée provinciale. Pour le président de cet organe délibérant, Léonard Makombo, la population doit faire confiance à ses élus provinciaux, car ils vont faire un très bon travail pour son intérêt et il promet par la même occasion un contrôle parlementaire rigoureux ainsi que des poursuites judiciaires en l'endroit de tous ceux qui seront coupables des détournements des deniers publics dans la province du Maï-Ndombe. Selon lui, une trentaine de matières sont inscrites au calendrier de cette session.

5 morts lors des combats entre l'armée et la milice Codeco près de Bunia. Cinq militaires ont été tués et cinq autres grièvement blessés au cours d'une attaque survenue mardi 3 novembre à une position des Fardc à Ezekere, une localité située à une dizaine de km de Bunia (Ituri). Plusieurs sources concordantes affirment qu'il a fallu l'arrivée d'un renfort des militaires, en provenance de Bunia, pour mettre hors d'état de nuire ces miliciens de la Codeco.

Beni : l'armée réitère son engagement à ramener la paix. Les Fardc promettent de sécuriser la population du territoire de Beni, victime d'attaques récurrentes attribuées aux rebelles ougandais des ADF. A l'issue de ces échanges et recommandations, l'armée s'est engagée à ramener la paix et à intervenir après des alertes de la population.

Sud-Kivu : la Monusco réhabilite le pont Shengezimu reliant Bukavu à Uvira. La route reliant la ville de Bukavu à celle d'Uvira dans la province du Sud-Kivu est rouverte au trafic depuis mardi 3 novembre, grâce aux travaux de réfection effectués au pont Shengezimu, dans le groupement de Nyangezi par les ingénieurs chinois de la Monusco.

Kasaï-Central : l'administrateur de Dimbelenge réclame le déploiement des militaires à Mashala. L'administrateur de Dimbelenge, indique que le chef de secteur de Mashala s'est rendu au groupement Tshibuema en compagnie de trois policiers le 31 octobre. Sa mission consistait à arrêter un ex-milicien accusé de s'opposer à la présence des agents de l'Etat. Un jour avant l'annonce de l'arrivée de cette équipe sur place, diverses sources locales rapportent qu'un certain Mukoma, présumé chef ex-milicien Kamuina Nsapu, aurait harangué une importante foule. Muni d'une arme de guerre et jouissant du soutien total de la population, il aurait indiqué qu'il n'accepterait plus la présence des agents de l'Etat dans le groupement Tshibuema.

Les gouverneurs démissionnaires du Maï-Nombe et du Kwango réhabilités. Le vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur, Gilbert Kankonde, justifie cette réhabilitation par le fait que le président de la République n'a jamais pris acte de leurs démissions. Tout en les invitant de reprendre sans délai leurs fonctions, Gilbert Kankonde met ainsi un terme à l'expédition des affaires courantes par les vice-gouverneurs de ces provinces. Pour le président de l'assemblée provinciale du Kwango, le vice-premier ministre n'a pas qualité de réhabiliter ces gouverneurs, qui avaient démissionné volontairement.

Haut-Katanga : la redevance minière mal gérée par les entités bénéficiaires (Enquête). De ce rapport, il ressort que ces entités reçoivent beaucoup d'argent des entreprises minières qui sont implantées dans leurs milieux. En revanche, ces fonds sont mal gérés. Certaines factures des dépenses engagées pour la réalisation de certains projets sont gonflées. Dans certains cas, il n'y a pas de traçabilité pour les dépenses effectuées. Parmi les recommandations faites par cette commission, il y a notamment le respect de la procédure de passation des marchés et l'instauration d'un organe de contrôle de dépenses effectuées. Après le passage de cette commission d'enquête, plusieurs projets d'intérêt communautaire ont été réalisés : réhabilitation des routes, le forage des puits d'eau, et la construction des édifices devant abriter les services publics.

RDC-Consultations : tête-à-tête Jean-Pierre Bemba - Felix Tshisekedi. Le président du MLC est le premier chef de parti à répondre à l'invitation du Chef de l'Etat. Au sortir de cette audience, M. Bemba a souligné son adhésion et son soutien total à ces consultations. Tout en se réservant de tout commentaire, il s'est félicité de l'entretien qui l'a eu avec le Chef de

l'État, qui s'est déroulé « dans un climat de convivialité ». **Félix Tshisekedi échange avec les personnalités politiques, professeurs d'universités et mouvements citoyens.** Le chef de l'Etat a reçu le chef spirituel de l'église Kimbanguiste Simon Kimbangu. Il s'est également entretenue avec les représentants des universités et des instituts supérieurs ainsi que les délégations des étudiants de UNIKIN, UPN, ULK, UPC, UCC, ISTA, ISC ET IFASIC. Les mouvements citoyens, notamment Filimbi, LUCHA, CLC et Congolais debout ont aussi été reçus par M. Tshisekedi. Il s'est entretenu avec les associations féminines CAFCO et regroupement des femmes leaders. Il a aussi consulté, les délégués du secteur privé, notamment les responsables de la FEC et de l'Association des banques. Il a écouté les artistes comédiens notamment Bodo, Masumu, Fiston Saï saï et Lady Nzongo Makiese dit Esobe.

Le gouvernement vole au secours des sinistrés de Yumbi. Une aide d'urgence dépêchée par le gouvernement va être convoyée aux ressortissants de la RDC vivants au Congo-Brazzaville par le ministre des Affaires humanitaires. Les sites de Bwemba, Mpuya et Makoti-Mpoko qui les hébergent ont été ravagés par la pluie diluvienne qui s'est abattue sur place le week-end dernier. Les besoins sont immenses ; plus de 2800 personnes dorment à la belle étoile.

Kinshasa : toujours pas de rentrée scolaire pour certaines écoles conventionnées catholiques. Dans plusieurs écoles du réseau catholique de Kinshasa, notamment les lycées Bosangani, Bolingani, les écoles conventionnées catholiques de Mikondo et collège Bonsomi, dans la commune de N'djili les cours ne sont pas dispensés. Les élèves s'y rendent mais n'étudient pas. Au collège Boboto et au lycée Kabambare, par contre, les enseignements ont repris grâce à un arrangement que les responsables de ces établissements ont pu trouver avec les parents d'élèves.

Affaire Minembwe : le ministre de l'intérieur du Sud-Kivu attendu à l'assemblée provinciale. L'assemblée provinciale du Sud-Kivu a voté mardi 3 novembre pour l'interpellation du ministre provincial de l'intérieur et sécurité. L'interpellation de ce membre du gouvernement provincial porte sur l'installation du bourgmestre de la commune rurale de Minembwe ainsi que la recrudescence de l'insécurité en province.

Kasaï-Central : décès du vice-gouverneur Ambroise Kamukuny. Depuis l'adoption de la motion de censure contre le gouvernement de Martin Kabuya en juin dernier, M. Kamukuny assurait l'intérim comme gouverneur de la province. Le ticket Kabuya-Kamukuny a été élu à la tête du Kasaï-Central en avril 2019.

RDC : la SCTP exclue de la gestion du port de Banana, dénonce l'Intersyndical. Le banc syndical de la Société commerciale des transports et ports (SCTP) dénonce l'exclusion de cette entreprise de l'Etat, de la gestion du port en eau profonde de Banana. Le président de l'intersyndical de la SCTP, prévient qu'en cas de fermeture de la SCTP, plus de 25 000 actifs comme des retraités seront dans la rue, et donc en chômage. Il exhorte le Chef de l'Etat à intégrer dans ses consultations, les délégués syndicaux des entreprises de l'Etat en difficultés de fonctionnement, pour qu'il s'imprègne de ces difficultés en vue du relèvement de ces entreprises. Le gouvernement de la RDC et la société DP World de Dubaï ont signé le 9 février 2017, un protocole d'accord pour la construction d'un port en eau profonde et une zone franche à Banana, Kongo-Central.

Jeudi 5 novembre.

Haut-Katanga : marche des jeunes du FCC pour dénoncer la violation de la Constitution. « Nous demandons au Chef de l'Etat le strict respect de la Constitution. Le fait d'organiser un dialogue c'est une tentative d'une violation grave de la Constitution, parce que le dialogue égal au débauchage. On pouvait comprendre si le Chef de l'Etat organisait des concertations dans l'idée de mettre fin à la guerre de l'Est par exemple. Mais lorsque le chef organise un dialogue dans l'idée de débaucher au sein du FCC cela est un acte inacceptable », a-t-il décrié.

Kasaï : le gouverneur et le président de l'assemblée provinciale convoqués à Kinshasa. Les raisons de cette convocation ne sont pas encore clairement connues, mais elle intervient au lendemain du dépôt d'une motion de censure contre le gouvernement provincial. Un groupe de huit députés provinciaux avaient déposé lundi une motion de censure au bureau de l'assemblée provinciale. Ils accusent notamment le gouverneur du détournement de l'argent décaissé pour la construction des nouveaux bâtiments du gouvernement et de l'assemblée provinciaux. Comme le gouverneur, le président de l'assemblée provinciale est également convoqué par le ministre de l'Intérieur.

La zone économique spéciale pilote de Maluku officiellement remise à la firme Strategos. Le représentant de Strategos, Alexis Ndenge, estime que la mission de son entreprise consiste à viabiliser ce site ; avant d'y installer les entrepreneurs. Le projet de la Zone économique spéciale de Maluku date de 2008, mais son arrêt a été signé en 2012, a rappelé Julien Paluku. Qu'est-ce qu'une zone économique spéciale ? Une zone économique spéciale est une région géographique dans laquelle les lois économiques sont plus libérales, les entreprises qui s'y installent bénéficient des allègements fiscaux. Déjà en 2015,

l'Assemblée nationale avait voté la loi créant les zones économiques spéciales en RDC. Ces zones visent à booster l'économie congolaise. Ces zones sont créées dans les espaces qui regorgent de potentialités ou richesses naturelles, permettant le développement de certaines activités économiques. Il s'agit notamment de l'agriculture, l'élevage, la pêche et les mines.

Le caucus des députés du Kwango contre la réhabilitation du gouverneur Peti Peti. Dans une déclaration faite à la presse mercredi 4 novembre à Kinshasa, ces élus estiment que la raison avancée par le ministre de l'Intérieur, qui justifie cette réhabilitation par le fait que le président de la République n'a jamais pris acte de leurs démissions, n'est pas légalement fondée. Les élus du Kwango invitent, par ailleurs, le vice-premier ministre de l'intérieur à annuler sa décision et la Ceni à organiser les élections de gouverneur dans cette province conformément à l'article 160 de la loi électorale.

Sud-Kivu : les femmes membres des partis politiques sollicitent le soutien de la Monusco, pour leur promotion dans la politique du pays. "La Monusco pourrait nous accompagner par rapport à la capacitation de la femme politique, comment par exemple communiquer, comment organiser la campagne, nous avons besoin de cette capacitation et aussi nous accompagner dans nos plaidoyers", a-t-elle indiqué. La section des affaires politiques qui a reçu ces femmes, ensemble avec la section des droits de l'Homme, et celle du Genre ont promis leur soutien.

Beni : 2 morts dans une nouvelle attaque des ADF à Loselose. La société civile locale précise que les deux victimes ont été surprises dans leurs champs par les ADF à Lumanza, un petit village situé à 4 Km de Loselose dans le secteur de Ruwenzori. Face à ces crimes odieux, la société civile locale invite le gouvernement congolais à s'impliquer davantage pour la recherche de la paix dans cette zone.

Haut-Uele : 423 cas de viol et 200 cas de grossesses précoces enregistrés en 6 mois (ONG FFC). Les violences sexuelles et celles basées sur le genre prennent des proportions inquiétantes en milieux scolaires dans la province du Haut-Uele. Il faut sensibiliser les acteurs éducatifs afin qu'ils s'impliquent dans la lutte contre ce fléau. Le Fonds des femmes congolaises (FFC), une association nationale engagée dans la lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre note que plusieurs centaines des cas de viol et violences basées sur le genre ont été enregistrés surtout pendant le confinement. Par ailleurs, le rapport du FFC ajoute qu'une centaine d'élèves filles finalistes ont passé les épreuves de l'EXETAT-2020 en étant grosses.

Nord-Kivu : les Mai-Mai RNL administrent le village Kazaroho. Le groupe Mai-Mai dénommé Résistance nationale lumumbiste (RNL) occupe le village Kazaroho depuis près d'un mois. Ce village est un carré minier situé en secteur de Bapere, dans le territoire de Lubero. Le leader du groupe, le général autoproclamé Mille Tours par Seconde, a déjà chassé du village tous les services de l'Etat, les taxateurs et même les exploitants miniers. Ce groupe armé a catégoriquement refusé le processus de paix. Cette milice s'intéresse maintenant aux minerais de la zone.

Ituri : l'UNFPA remet 8 tonnes de kits sanitaires au gouvernement provincial. Selon le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) cette action vise à améliorer la prise en charge des personnes survivantes à la maladie à virus Ebola et à aider à la santé des femmes enceintes dans sept zones de santé affectées par les conflits armés. Evalué à plus de 10 000 dollars US, ce don est composé essentiellement du matériel de dignité pour les femmes fistuleuses, des effets pour la santé sexuelle et reproductive ainsi que du matériel pour la chirurgie.

Butembo : l'évêque Sikuli Paluku condamne la recrudescence de l'insécurité et le massacre de Lisasa. « Il faut compter que nous sommes en insécurité depuis plus d'une décennie. Ça se passe dans un silence comme si cela ne concernait que les victimes de ces massacres. Quand on est autorité politique, on dit oui nous comprenons, nous allons essayer de mettre fin à cela. Ce sont des promesses mais nous voulons qu'on fasse des promesses efficaces et réalisables, autrement vaudrait mieux se taire. » L'évêque du diocèse catholique de Butembo-Beni, a également condamné les assaillants qui ont profané les objets Sacrés de l'Eglise du secteur portant le même nom.

Insécurité à Goma : une personne tuée dans la périphérie de la ville. Une personne a été tuée et deux autres blessées par balle dans la nuit de mercredi à jeudi 5 novembre dans la périphérie de la ville de Goma (Nord-Kivu). Les sources administratives locales affirment que deux des victimes sont issues de la même famille. La troisième, un enfant, a été blessé par un élément de l'ordre en état d'ébriété.

Sud-Kivu : la Monusco juge "très critique" la situation des déplacés internes de Bijombo et Mikenge. Le chef de bureau de la Monusco/ Sud-Kivu, Karna Soro, a déclaré "La situation est très critique. Je voudrais vraiment demander ici à l'ensemble des autorités provinciales, locales et régionales de se mobiliser pour apporter une bouffée d'air à cette population, qu'elle puisse retourner vers ses champs pour pouvoir vivre en paix, il faut vraiment que tous les efforts soient

mis en œuvre pour que ces populations puissent reprendre leur vie normale. La situation est extrêmement difficile, toutes les écoles ont été brûlées dans la zone, les centres de sante aussi ont été incendiés, donc toutes les infrastructures sociales de base n'existent plus.”

L'ambassadeur François Pujolas annonce la création d'une école de guerre en janvier prochain en RDC. «Nous allons contribuer à la création d'une école de guerre ici en RDC pour améliorer la formation des officiers supérieurs dans tous les domaines sous le modèle d'écoles de guerre qui existent dans différents pays dont la France», a indiqué l'Ambassadeur de France en RDC, François Pujolas. Il a également fait part de la situation sécuritaire à Beni, et au Nord-Kivu en générale, la collaboration entre la Monusco et les Fardc, notamment à travers la Brigade d'intervention, le processus DDR. Il a félicité les gouverneurs du Nord-Kivu et du Sud-Kivu pour leur plaidoyer en faveur d'une modernisation complète du processus DDR, vers un processus qui met l'accent sur la réinsertion communautaire des ex-combattants.

Sud-Kivu : la société civile dénonce le recrutement forcé des jeunes dans la milice Twigwaneho et Maï-Maï à Fizi et à Uvira. Le président de la société civile de Masango, affirme que ce recrutement se fait aussi bien dans le groupe Twigwaneho que celui des Maï-Maï pour des objectifs non encore bien élucidés. Selon d'autres sources contactées à Minembwe-centre, à 65 Km au Sud-Est de Kamombo, une cinquantaine de jeunes (banyamulenge) sont déjà recrutés et formés à Kalingi pour attaquer les villages du secteur de Lulenge dans les prochains jours. Le porte-parole de l'armée au sud Sud, précise que l'armée est informée depuis longtemps de ce recrutement.

Haut-Lomani : l'assemblée provinciale opposée à l'envoi des Kulunas à Kaniama Kasese. Pour les autorités au niveau national, envoyer ces jeunes Kulunas à Kanyama Kasese, constitue un moyen pour débarrasser la ville de Kinshasa des délinquants qui doivent désormais apprendre un métier pour être utiles à la société. Leur présence sur place n'est cependant pas du goût de tout le monde. Pour la société civile locale, ces jeunes, qui n'ont pas une bonne réputation, risquent d'être sources d'insécurité pour les habitants de ce territoire. Elle se demande pourquoi le gouvernement ne recrute pas les jeunes localement pour qu'ils apprennent aussi un métier. Son inquiétude est aussi partagée par l'assemblée provinciale du Haut-Lomami. Dans un communiqué de presse publié ce mercredi, cet organe délibérant se dit surpris de voir ces jeunes débarqués à Kanyama Kasese sans que les autorités provinciales ne soient officiellement informées.

Maï-Ndombe : la réhabilitation du gouverneur rejetée par un groupe des députés provinciaux. Ces élus provinciaux demandent à Gilbert Kankonde, le vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur de retirer son message officiel réhabilitant ce gouverneur, au risque de plonger la province dans une crise institutionnelle inutile et ils demandent également l'organisation dans le délai, des élections du gouverneur et du vice-gouverneur. Ces députés du Maï-Ndombe demandent aussi que l'intérim soit confié au vice-gouverneur en attendant l'organisation des élections.

Equateur : 300 millions des Francs congolais destinés à la paie des enseignants consumés dans un incendie. Le coordonnateur de la Caritas développement du diocèse de Mbandaka-Bikoro, l'abbé Louis Iyeli a indiqué que le fonds a été embarqué à bord d'une pirogue motorisée affrétée par la Caritas. Outre le conducteur et son assistant, il y avait aussi à bord 4 agents payeurs et deux militaires qui sécurisaient le convoi. La cause de l'incendie n'est pas encore élucidée, a dit le prêtre. Il s'est rendu ce matin, avec un autre agent de la Caritas et un officier de Police judiciaire, en vue d'une enquête préliminaire.

RDC-Consultations : Marie-José Ifoku invite le Chef de l'Etat à nommer un informateur pour dégager une nouvelle majorité. Pour l'ancienne candidate à l'élection présidentielle de 2018, Marie-José Ifoku, le gouvernement Ilunkamba ne sert plus à rien. « Si la majorité actuelle ne trouve pas de solution aux problèmes des Congolais, il faut trouver une autre majorité», a suggéré pour sa part le député national Dieudonné Bolengetenge, après avoir échangé avec le Président Tshisekedi. A la tête du groupe parlementaire MS-AA de Pierre Lumbi, Dieudonné Bolengetenge soutient le projet de création d'une union sacrée et demande au président de la république de privilégier d'abord la réforme de la CENI en la dotant de nouveaux animateurs. **Mgr Tshibangu appelle les Congolais à répondre à une union sacrée pour affermir les institutions,** et l'unité nationale. L'évêque émérite de Mbuji-Mayi a été reçu en sa qualité de président du Conseil d'administration des universités et instituts supérieurs de la RDC. **Membre du FCC, Dorothee Gizenga disposée à participer aux consultations.** Dorothee Gizenga, leader du Parti Lumumbiste unifié (PALU), tout en réitérant son attachement au FCC, estime que le plus important est de contribuer à la reconstruction du pays.

Vendredi 6 novembre.

Reprise de la cantine scolaire dans la ville de Beni. Le programme des cantines scolaires, mis en place dans vingt-cinq écoles publiques pilotes choisies par le ministère de l'Enseignement primaire secondaire et technique (EPST), a repris cette année à Beni (Nord-Kivu). Le lancement est intervenu après une formation de deux jours destinée aux chefs d'établissements, présidents du comité des parents d'élèves et aux magasiniers de ces écoles pilotes. Ce programme de cantine scolaire, financé par le Programme alimentaire mondial (PAM), est à sa troisième année.

Kasaï-Oriental : 23 condamnations lors des audiences publiques en chambre foraine à Miabi. Ces audiences qui ont duré 14 jours étaient consacrées à l'examen de 30 dossiers dont la majorité concernait le viol d'enfants. Sur les 30 dossiers alignés par le tribunal de grande instance de Tshilenge, 23 condamnations ont été prononcées dont 17 concernent le viol sur enfants. Le tribunal a aussi acquitté 5 dossiers de viol sur mineurs. Toutes ces audiences étaient publiques. C'est ainsi que certains activistes des droits de l'homme, estiment qu'elles avaient un caractère pédagogique. Elles constituent une sensibilisation de la communauté de Boya et un moyen de dissuasion pour des potentiels présumés auteurs de viol.

Kikwit : incinération de quatre sacs du chanvre par la justice militaire. Ces produits ont été saisis à Gungu auprès du nommé Zola Kikwata qui est déjà aux arrêts. Cette opération de l'incinération de chanvre à fumer rentre dans le cadre de la lutte contre l'insécurité urbaine qui bat son plein dans cette partie de la province du Kwilu.

Goma : la résolution 1325 de l'ONU connaît des avancées significatives, selon les femmes. La Résolution 1325 insiste sur 3 aspects: la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décisions dans les institutions, la protection des femmes dans les situations de conflit armé et tout l'arsenal concernant la prévention. Au cours de cette journée, certaines femmes reconnaissent un pas géant marqué dans sa mise en œuvre, 20 ans après son adoption. D'autres, par contre, estiment que beaucoup de défis restent encore à relever quant à la mise en œuvre de cette résolution. Elles recommandent l'implication active de la femme, même au niveau de la base et que les femmes soient réellement les vraies actrices de cette résolution.

Kwilu : 40 % des recettes disparus à la Direction générale des recettes du Kwilu, pour l'exercice 2019. Selon le rapport de la commission ad hoc de l'assemblée provinciale du Kwilu sur l'enquête dans les secteurs l'EPST, de la santé et de la DGRK, adopté mardi 3 novembre en plénière, seuls 60% ont été versés à la banque. Ce rapport fait également état de frais illégaux exigés dans le secteur de l'enseignement et la "justification irréaliste" des frais dans domaine de la santé. D'après le président de cette commission, pour toutes ces irrégularités, des poursuites ont été promises à l'endroit des auteurs.

Procès regroupement AA/A-Pius Muabilu : le verdict attendu lundi au TGI/Gombe. Lors de la plaidoirie, la partie accusée soutient que Pius Muabilu a été suspendu valablement par la conférence des présidents élargie aux parlementaires membres de ce regroupement. Ce que les avocats de Pius Muabilu qualifient de violation de la loi. Dans son réquisitoire, le ministère public a fait savoir qu'il n'existe aucun organe statutaire appelé conférence des présidents élargie aux députés et sénateurs. La partie défenderesse a soutenu que Pius Muabilu a été régulièrement suspendu pour avoir participé à la cérémonie de prestation de serment des juges constitutionnels contrairement à la consigne du FCC.

Spéculations autour d'un cas d'Ebola à Mabalako, le médecin chef affirme que c'est un cas négatif. La société civile du groupement Baswaga-Madiwe, dans la zone de santé de Mabalako, après concertation avec le médecin chef de zone de Mabalako, a indiqué qu'il s'agit d'un cas négatif, à propos des spéculations autour d'un cas probable de la maladie à virus Ebola à Mabalako (Nord-Kivu). Toutefois, elle invite la population à continuer de veiller sur toutes les mesures d'hygiène telles que recommandé par les autorités du pays ainsi que les professionnels de santé.

Le FCC demande à Felix Tshisekedi de rapporter les ordonnances nommant sur les trois juges constitutionnels. Le Front commun pour le Congo (FCC) demande au Chef de l'Etat Felix Tshisekedi de rapporter les ordonnances Willy Makiashi, membre du Front commun pour le Congo (FCC) estime que Felix Tshisekedi est poursuivable par la justice pour haute trahison, à cause, selon lui, des violations massives de la constitution. Au sujet des consultations amorcées par le président de la République, Willy Makiashi indique le FCC s'exprimera au moment opportun.

Kananga : un groupe des militaires déplore de ne pas avoir accès au contrôle. Un groupe des militaires, ayant réintégré l'armée en 2018 après leur démobilisation, déplore le fait de ne pas avoir accès au contrôle organisé par la commission venue de Kinshasa. Impayés depuis deux ans, ces militaires implorant les autorités à revoir leur situation étant donné que leurs ménages passent des conditions de vie déplorables. Contactée, une source près la 22ème Région Militaire indique que la commission venue de Kinshasa n'a recensé que les militaires actifs qui avaient reçu le macaron vert. Ceux-ci ne sont pas concernés.

Nord-Kivu : la situation sécuritaire à Pinga reste calme mais imprévisible, selon une délégation mixte, Ambassade du Royaume-Uni, Banque mondiale, PNUD et MONUSCO en visite jeudi 5 novembre dans cette cité qui avait pour objectif d'évaluer ce qui peut être fait pour contribuer au retour de la paix dans la cité et ses alentours. Le fonctionnaire délégué du gouverneur à Pinga-Bushimo, a évoqué le problème de désarmement et encadrement de la jeunesse dans la région qui les préoccupe : " Après la démobilisation, nous proposons aux autorités provinciales, avec la Monusco et les ambassadeurs, de créer les emplois ici aux jeunes, par exemple l'agriculture pérenne pour cultiver le cacao, le thé ; nous produisons de l'huile, l'agriculture peut nous aider à encadrer la jeunesse". Pour sa part, David Gresly a reconnu que l'insécurité et l'enclavement restent des défis majeurs qui rendent difficile toute intervention militaire, humanitaire et même l'accès aux services publics. La délégation a eu un briefing de la situation militaire de la région avec le commandant des casques bleus indiens de la Monusco basés à Pinga, mais aussi avec certaines ONG humanitaire présentes.

Lubumbashi : les membres de l'UDPS et du PPRD invités à cultiver la paix. Les échanges entre le gouverneur de province et les représentants ces deux formations politiques ont tourné au tour de la paix. Jacques Kyabula a demandé à toutes les deux parties en présence de cultiver cette vertu et de bannir tout ce qui est de nature à créer de tensions inutiles qui sont de nature à freiner l'élan du développement de la province. Cette rencontre intervient une semaine après les accrochages survenus entre les combattants de l'UDPS et les militants du PPRD lors de la marche de l'UDPS organisée 31 octobre à Lubumbashi.

Kwango : 27 décès dus au paludisme en 2 mois. La zone de santé de Feshi, a enregistré au total 3 754 cas de paludisme dont 27 décès à partir de la 36ème à la 43ème semaine de l'année en cours. D'après le ministre, sur les 3 754, 2 114 enfants ont moins de 5 ans. Cela fait déjà plus de quatre ans depuis que les moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été distribuées dans cette contrée. Les communautés utilisent actuellement des moustiquaires sans efficacité d'insecticide.

Consultations nationales : Moïse Katumbi est arrivé à Kinshasa. Des milliers de militants de plusieurs partis politiques ont fait le déplacement vers l'aéroport international de N'djili pour accueillir Moïse Katumbi. L'ancien gouverneur du Katanga arrive à Kinshasa sur invitation du Chef de l'Etat Félix Tshisekedi dans le cadre des consultations nationales. Les mouvements citoyens dont Filimbi, Echa, Lucha et le « Congolais debout » demandent au Chef de l'Etat Felix Antoine Tshisekedi Tshilombo de mettre un terme à la coalition FCC-CACH. Pour sa part, le Comité Laïc de Coordination (CLC) a remis un mémo au Chef de l'Etat qui reprend les trois préoccupations essentielles à savoir : la réhabilitation de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire, la crédibilisation des élections de 2023 ainsi que la relance économique et sociale. **Félix Tshisekedi reçoit les anciens Premiers ministres.** Son agenda prévoit aussi une audience avec les anciens présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, certaines notabilités et chefs coutumiers, ainsi que les peuples pygmées autochtones. Olenghankoy, a souhaité que Felix Tshisekedi consulte Joseph Kabila, avant même le début des consultations.

Ituri : 5 morts dans une double attaque des miliciens de la FPIC à Irumu. Au village de Sililo, ces miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo ont fait incursion vers 4 heures du matin. Ils ont ouvert le feu contre une position des Fardc. Trois miliciens ont été tués lors des combats entre les deux parties. Ces miliciens ont tiré sur deux personnes : une femme et son enfant qui sont morts sur-le-champ. Ils ont également incendié quelques maisons avant de se retirer.

Nord-Kivu : 3 personnes d'une même famille abattues par balles à Rulimba. L'attaque s'est déroulée aux environs de 21h30. Des hommes armés ont fait incursion dans cette famille et ont ouvert le feu sur les occupants. Un autre membre de la famille, âgée de 42 ans, a été grièvement blessé. Ces meurtres s'apparentent à des assassinats ciblés.

Samedi 7 novembre.

Le REPRODHOC demande « un dialogue franc » entre Félix Tshisekedi et Joseph Kabila. « Le Président de la République a initié des consultations nationales, ce qui est, d'après nous, une bonne chose. Mais étant des organisations des droits de l'homme, nous pensons qu'il sera juste et sage, de sa part, de faire un dialogue franc, avec l'ancien président de la république, qui est le chef du regroupement politique FCC, pour la paix, la stabilité et le développement de la RDC (...) Seul le dialogue entre le FCC et CACH pourra sauver le pays, car l'idée de dissoudre le parlement constituera une violation de certains articles de la constitution qui est la loi fondamentale de la RDC... nous ne sommes pas prêts pour des troubles, ou encore des discours de haine, ou de tribalisme partout où ils proviendront », a conseillé le secrétaire exécutif du réseau provincial des ONG des droits de l'Homme de la ville de Kinshasa (REPRODHOC)

Tanganyika : les experts de la RDC et la Zambie font la démarcation des frontières, entre les deux pays dans la partie qui touche le territoire de Pweto. Ces experts veulent définir la frontière qui sépare les deux pays et qui a été source du conflit ayant affecté depuis le mois de mars dernier la collaboration bilatérale dans la partie du groupement Moliro. Les

travaux s'exécutent conformément aux résolutions de la 9e Session de la Commission permanente mixte défense et sécurité entre les deux pays. Le ministre provincial de l'Intérieur et sécurité du Tanganyika, l'a confirmé au cours d'une conférence de presse.

Kasaï-Central : une ONG déplore le manque de magistrats dans les juridictions. L'ONG Société congolaise pour l'Etat des droits fait notamment observer que plusieurs tribunaux de paix ne fonctionnent pas, faute de magistrats. Il est inadmissible que le tribunal de grande instance de Tshimbulu ne dispose que de 4 magistrats alors qu'il couvre cinq territoires.

Félix Tshisekedi va rendre les derniers hommages à ses collaborateurs décédés dans crash, d'un Antonov en octobre 2019. L'Antonov 72 avait été affrété par la présidence de la République pour assurer la logistique. L'avion a connu un crash dans la province du Sankuru alors qu'il avait quitté Goma pour Kinshasa. Les débris de l'avion ont été trouvés près de Kole.

Ituri : Au moins 20 miliciens Codeco neutralisés par les Fardc à Ezekere. 7 éléments des Fardc ont été tués et une vingtaine d'assaillants neutralisés. Les combattants ont eu lieu à Ezekere sur une colline où ces miliciens s'étaient retranchés, après avoir été délogés de plusieurs villages dont Ngwala. À l'occasion, l'armée a réussi à récupérer des centaines de vaches volées par ces rebelles, indique la même source.

RDC-Consultations : Kyungu demande à Félix Tshisekedi de mettre fin à la coalition FCC-CACH. Kyungu wa Kumwanza et l'UNAFEC apportent leur soutien à l'Union sacrée annoncée par le Président de la République et demandent à Tshisekedi de mettre fin au mariage FCC-CACH. **Pour Moise Katumbi, il est d'abord venu rencontrer un frère.** « Je suis venu voir le président de la République pour les consultations. Je suis venu voir d'abord un frère. Le plus important ce que quand il va terminer les consultations, vous saurez ce dont on a discuté. Les consultations c'est confidentiel », a déclaré ce samedi 7 novembre Moise Katumbi.

Néhémie Mwilanya : « Au centre des intérêts du FCC se trouve le Congo d'abord ». Le Front commun pour le Congo est en retraite politique depuis vendredi 6 novembre. Dans son discours d'ouverture, Néhémie Mwilanya, coordonnateur du FCC a déclaré que la deuxième retraite politique du FCC qui s'ouvre au moment où les relations au sein de la coalition sont particulièrement scrutées, constitue une gageure pour les participants et offre l'opportunité de répondre à plusieurs préoccupations légitimes au regard des échéances futures. Et le coordonnateur du FCC de poursuivre qu'Il a ainsi, interpellé, à plusieurs reprises, le gouvernement au sujet de l'amélioration de la sécurité nationale et celle des conditions socioéconomiques des populations congolaises. C'est avec la même énergie que le FCC resté intransigeant quant au respect de la constitution, des lois de la République ainsi que des engagements souscrits dans le cadre de l'accord de coalition comme gage de stabilité et de pérennité pour la démocratie congolaise qui a enregistré un tournant décisif le 24 Janvier 2019, lors de la passation pacifique et civilisée du pouvoir. Dans cette perspective, le FCC condamne toutes les manœuvres politiciennes partisans visant à anéantir les bénéfices de celle-ci, et à détourner l'attention de notre peuple au regard du seul combat qui vaille : celui de l'amélioration de son vécu quotidien note Néhémie Mwilanya. Joseph Kabila, autorité morale du FCC, n'était pas présent à l'ouverture de cette retraite. Il a été empêché par des circonstances indépendantes de sa bonne volonté.

Dimanche 8 novembre.

Nord-Kivu : la situation sécuritaire s'améliore progressivement à Pinga, selon des acteurs locaux. Selon eux, cette embellie est due à la présence des forces de sécurité, notamment l'armée congolaise, la Police nationale congolaise et les Casques bleus de la Monusco. Pinga a connu plusieurs moments de tension sécuritaire depuis juillet dernier, avec la scission du groupe armé NDC\Rénové, actif dans le milieu. Cette situation avait occasionné des affrontements récurrents suivis de nombreux déplacements des populations. Les communautés locales se sont ressaisies après une grande perte d'au moins 200 jeunes du milieu dans les rangs de deux factions du NDC. Celles-ci s'impliquent à sensibiliser leurs fils pour quitter les groupes armés. Environ 61 combattants se sont déjà rendus à la Monusco avec 37 armes.

Nord-Kivu : pétition pour la révision des limites du Parc national des Virunga. L'organisation Initiative Révision Limites PNVI, exige que les limites du Parc national des Virunga (PNVi) soient retracées autrement. Le porte-parole de cette structure motive cette initiative, par l'explosion démographique des habitants autour du parc et par le besoin des terres pour cultiver. Le Parc National des Virunga, le plus vieux parc d'Afrique est de plus en plus spolié par des réseaux divers. 20 organisations environnementales et de défense des droits humains, qui s'opposent à ces pratiques se sont adressées, mardi 20 octobre, au Président de la RDC et au gouverneur de la province du Nord-Kivu.

Consultations nationales : « Ceux qui ont créé la coalition FCC-CACH ont marché dessus », affirme Modeste Bahati.

Le président de l'Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC), plaide aussi pour la gouvernance économique, politique et sociale. Il dit avoir remis au Chef de l'Etat un mémorandum dans lequel sont contenues toutes les préoccupations de sa formation politique afin de restaurer un Etat de droit en RDC. Modeste Bahati a salué l'initiative du Président de la république sur l'Union sacrée pour la nation, et accepte l'adhésion de son parti l'AFDC. **Kwilu : marche de la nouvelle société civile pour exiger la fin de la coalition FCC-CACH.** Dans un mémorandum lu au gouvernement de province, elle dit soutenir les consultations politiques du Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi. Elle exige aussi la fin de la coalition FCC-CACH.

Nord-Kivu : situation sanitaire « chaotique » à Pinga. Le médecin chef de zone de santé de cette cité du Nord-Kivu indique que cette situation est consécutive à une longue période de déplacements des populations civiles en raison de l'insécurité dans la région. Les structures sanitaires ont été pillées ou quelques fois même incendiées pendant les affrontements. Il précise que 12/19 aires de santé sont affectées par les conséquences de l'insécurité dans la région, et les populations n'accèdent pas facilement aux soins médicaux. Il ajoute que la zone de santé fait face aux défis d'approvisionnement des médicaments et l'absence des équipements. La zone de santé de Pinga qui dessert une population 200 000habitants n'a que 3 médecins.

Ituri : la milice Codeco tue 4 personnes à Djugu, dans le village Lio, dans le territoire de Djugu. L'autorité coutumière de la chefferie de Mambisa, Juga Krlo, parle également de 7 autres personnes grièvement blessées par balles. Les victimes font partie d'un groupe d'habitants qui était en train de réhabiliter une route en vue de préparer le retour des personnes déplacées qui avaient fui la zone à cause des violences perpétrées par les rebelles de la milice de la Codeco. Pendant qu'ils faisaient le travail de défrichage, un groupe d'assaillants a surgi et a ouvert le feu sur ces populations. Des jeunes armés du groupe d'auto-défense Zaire ont répliqué face à cette attaque. Ils ont aussi tiré plusieurs coups de feu, affirme la société civile de la place.

David McLachlan-Karr condamne des attaques contre les humanitaires. Pour le Coordonnateur humanitaire en RDC, David McLachlan-Karr, cibler le personnel humanitaire entrave le secours aux Congolais en situations très critiques, viole le droit international humanitaire. Il appelle une nouvelle fois, les autorités congolaises à considérer la protection des opérations humanitaires comme « une priorité absolue afin que l'aide puisse être acheminée librement ». Le Baromètre sécuritaire du Kivu parle de 11 cas de kidnapping des humanitaires depuis le début de l'année dans le Kivu contre 5 en 2019.

Félix Tshisekedi félicite le Président américain Joe Biden pour son élection. « La RDC est prête à continuer son partenariat privilégié pour la paix et la prospérité avec les Etats-Unis, développer le commerce ainsi que les investissements », assure Felix Antoine Tshisekedi, dimanche 8 novembre, dans un tweet de la Présidence de la République. Le démocrate Joe Biden a battu Donald Trump à la présidentielle américaine. Il a passé la barre des 270 grands électeurs nécessaires pour devenir le 46e président des États-Unis, grâce au vote en Pennsylvanie, dans le Nevada et en Arizona.

Lundi 9 novembre.

7 morts dans une attaque des présumés ADF à Kisima (CEPADHO). Parmi les six civils tués figurent deux femmes. Ils ont tous été tués dans une attaque attribuée aux ADF samedi vers 23h30. Les assaillants ont pris pour cible la localité de Kisima, en groupement Malambo dans le secteur de Ruwenzori. Selon le CEPADHO, les rebelles des ADF ont à la fois pris d'assaut le camp militaire des Fardc et fait le porte-à-porte dans le village. Leur incursion aurait duré au moins 4 heures. Outre les civils tués, quinze maisons ont été incendiées et d'autres pillées.

Le FCC reste ouvert au dialogue avec Felix Tshisekedi dans le cadre de « l'accord de coalition ». Le FCC ajoute que le chef de l'Etat ne lui a pas formellement fait part de ses intentions ni sur l'initiative des consultations en cours, encore moins sur le sort réservé à l'accord de coalition. De ce point de vue, poursuit le FCC, le cadre de concertation prévu par ledit accord reste le seul mécanisme de règlement de divergences qui opposeraient les deux parties.

Kalemie : incursion des Maï-Maï Yakutumba signalée dans les sites miniers de Bendera. Ces Maï-Maï ont emporté de l'argent, des minerais d'or et d'autres objets de valeurs de creuseurs, notamment une somme d'argent évaluée à 2,5 millions de FC, 5 carats d'or et d'autres objets de valeur. Ils étaient armés de fusils AK 47 et ont envahi les sites miniers de Nyanga, Ngulula et Lubitchako en territoire de Fizi au Sud-Kivu frontalier de la province du Tanganyka, rapportent les creuseurs.

Butembo : les hypertendus et les diabétiques touchés par Covid-19 manquent des médicaments. Ce cri d'alarme a été lancé au cours d'un point de presse tenu dimanche 8 novembre par le chef intérimaire de l'antenne locale de la division provinciale de la santé : « Tenant compte de notre protocole, certains médicaments sont disponibles, mais d'autres ne le sont pas. Pour dire que les formations sanitaires, malgré les efforts qui sont quand même fournis il y a certains médicaments qui manquent. Et surtout les médicaments de prise en charge des cas de comorbidité, par là je vois tous les cas coronavirus pour des personnes qui sont concernées par l'hypertension artérielle ou le diabète ; on n'a pas les autres médicaments qui peuvent prendre en charge ces cas-là, bien sûr les formations sanitaires essaient de se débrouiller à la mesure de leurs moyens. » Il indique qu'outre le manque d'intrants, le retard dans le rendu des résultats laboratoires affecte également la prise en charge générale de tous les cas de coronavirus dans la région.

Lomami : la radiologie digitale de l'hôpital Général de Kabinda de nouveau en service. Cette dotation rentre dans le cadre du projet Action Hôpital de Kabinda mis en œuvre par les associations Belges(AAIB), Françaises et Allemandes. Cette radiologie digitale est une nouvelle technologie permettant la vision des clichés à distance dans plus ou moins quatre salles. Pour mieux l'utiliser, un écran de visualisation est posé dans la salle des Médecins qui interprètent les clichés et donnent les diagnostics fiables aux patients. Les médecins et ingénieurs biologistes médicaux venus de Belgique et de France pour son installation affirment que par cette radiologie, l'hôpital Saint Camille de Kabinda va contribuer au diagnostic de plusieurs maladies infectieuses. Les associations Belges Françaises et Allemandes ont aussi doté l'hôpital, des compteurs ou automates d'hématologie, d'un service de bactériologie spécialisé, d'un système solaire complet et d'un paratonnerre.

Butembo: des jeunes arrêtent deux présumés rebelles des ADF. Le maire de Butembo, relate les faits : « Il y a des suspects qui sont confondus aux ADF, qui ont été arrêtés par la jeunesse de la ville de Butembo - que nous remercions en passant - par rapport à cette collaboration, à cette coopération. Les OPJ sont en train d'auditionner les personnes arrêtées et eux nous dirons comment est-ce qu'ils se sont retrouvés dans la ville de Butembo. La même question nous continuons à nous la poser. Mais, nous espérons qu'on aura à revenir vers vous pour communiquer à l'opinion sur les circonstances dans lesquelles ils se sont retrouvés entre les mains de la jeunesse et finalement entre les mains de nos services. ». Il appelle les habitants de Butembo à redoubler de vigilance, au regard des menaces sécuritaires qui pèsent actuellement sur la ville.

Ituri : le centre commercial d'Irumu vidé de ses habitants. Il y a trois semaines, cette entité avait été victime de violences causant la mort de cinq personnes. Le centre d'Irumu est totalement vidé de ses habitants. Boutiques, magasins, marchés sont fermés ; les maisons sont abandonnées, avec des portes ouvertes. Le bâtiment administratif du territoire, où sont érigés la plupart de services étatiques est en ruine, après avoir été incendié le 19 octobre dernier par des hommes armés. C'est l'image que présente cette cité créée par les colons belges depuis 1929. La société civile du territoire d'Irumu parle de plus de vingt-mille personnes qui ont fui cette entité vers Komanda, à 20 km plus loin, y compris l'administrateur du territoire.

Arrivée des Kulunas à Kaniama Kasese : la province du Lualaba interpelle le gouvernement central. Le ministre provincial estime que leur prise en charge totale par le gouvernement central est impérative : « Les (Kulunas) déplacer de Kinshasa vers Kaniama Kasese, il faut assurer leur prise en charge c'est-à-dire leur manger au quotidien, leur toilette et tout ce que vous pouvez vous imaginer. 5...) Lorsqu'ils vont cultiver maintenant... donc, il faut s'assurer que la période avant la récolte soit prise en charge par le gouvernement central. Sinon, sinon ils vont fuir vers le Haut-Lomami et vers le Lualaba et nous ne voulons pas que la courbe de l'insécurité puisse remonter. »

Kinshasa : les sauts-de-mouton seront opérationnels en décembre (ministre). Selon le vice-premier ministre, ministre des Infrastructures et Travaux publics, « l'ordre a été donné au ministre des Finances pour qu'il puisse décaisser quelque chose comme 4 millions et quelques qui restaient au niveau du trésor, pour ces travaux. (...) au courant de la semaine, les travaux vont reprendre pour qu'au finish nous puissions avoir les ouvrages rendus au public au courant du mois prochain. Je ne vais pas donner des dates, mais on travaille de façon que le mois prochain nous puissions rendre ces ouvrages. »

Nord-Kivu : une nouvelle attaque des ADF fait 6 morts à Mamove. Selon la société civile de Mamove, ces civils ont été tués en pleine journée par ces rebelles. D'autres habitants seraient également enlevés. Ces rebelles ont pillé les animaux de basse-cour et d'autres biens de valeur appartenant aux habitants. Cette nouvelle attaque de Matadi porte à 13 le nombre de personnes tuées par les ADF le week-end dernier dans le territoire de Beni.

Les consultations nationales de Felix Tshisekedi ressemblent « à un folklore national », estime Jean-Jacques Lumumba. Pour ce lanceur d'alertes et neveu de Patrice Emery Lumumba, le chef de l'Etat devrait prendre son courage entre les deux mains pour sortir le pays de l'imbroglio dans lequel il se trouve, et ce, sans aucun prétexte car il incarne toute

la nation congolaise. Il a, par ailleurs, appelé le peuple à la vigilance car la lutte contre la paupérisation de la RDC reste encore vive et garde tout son sens face à ce tournant historique. **Il faut la rupture « avec toutes les personnes qui ont commis des crimes »**, a souhaité le Dr Denis Mukwege, à l'issue de l'entretien qu'il a eu avec le Président de la République, Félix Tshisekedi. Il a fait savoir que la RDC sort d'une crise profonde où des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ont été commis, avec des conséquences désastreuses sur le plan social, économique et aussi sur le plan sécuritaire. Il fait remarquer que la coalition FCC-CACH, ne peut pas être une oasis de personnes impliquées dans les antivaleurs. Il a aussi exprimé au Chef de l'Etat son vœu de voir réhabilité le rapport Mapping des Nations-unies ainsi que la nécessité d'une nouvelle cartographie. Le Président de la République Félix Tshisekedi devrait écrire au Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, afin que celui-ci saisisse le Conseil de sécurité afin d'obtenir la création d'un Tribunal Pénal pour le Congo. **Cardinal Fridolin Ambongo : « Le peuple n'est plus au cœur de la préoccupation de ceux qui dirigent »**, à l'issue de l'échange qu'il a eu avec le Président Félix Tshisekedi, dans le cadre des consultations nationales. « Le peuple ne veut pas que cette consultation soit une énième et que sa situation à lui continue de se dégrader. Il faudra que les conditions de vie du peuple changent, à l'issue de ces consultations », a recommandé le Cardinal Ambongo. Le Président de la Conférence épiscopale nationale du Congo, Mgr Marcel Utambi a exposé les analyses de l'Église Catholique sur la situation actuelle.

Mardi 10 novembre.

Assemblée nationale : déjà 200 signatures collectées pour la déchéance du bureau Mabunda. L'auteur de la pétition, le député Fabrice Puela, dit reprocher à Jeanine Mabunda la violation de l'article 139 du règlement intérieur. Une plainte est aussi déposée devant le Conseil d'Etat, demandant toujours la démission ou la destitution de Jeanine Mabunda, pour n'avoir pas rendu public dans les délais, le rapport financier de la session de mars 2020. Conformément à l'article 39 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale, le bureau doit publier le rapport financier, un mois après l'ouverture de la session ordinaire. A défaut d'exécuter cette disposition, le bureau est réputé démissionnaire. Pour Fabrice Puela, sa démarche a commencé depuis juillet dernier, avant même que l'actuelle crise FCC-CACH ne commence. Pour sa part, le président du groupe parlementaire PPRD et Alliés crie, Didi Manara, quant à lui, à la corruption avec 7000 USD par député pour signer ladite pétition. : « Certains inciviques proposent aux députés, un montant de 7 000 USD par député en échange d'une signature, pour la destitution du bureau de notre chambre. Multiplier les 7 000 par 500 députés, ça fait 3 500 000 USD qui ont été déboursés. Certains collègues ont touché à cette somme, et nous avons des preuves ». Quelques élus de l'opposition se disent étonnés, que le Front commun pour le Congo dénonce aujourd'hui une pratique qu'il a entretenue durant plusieurs années.

« Le Congo n'est pas à vendre » salue la condamnation de la société OZ Africa pour corruption en RDC. OZ Africa est une filiale du fonds d'investissement du Groupe américain OCH-Ziff, impliquée dans une affaire de corruption dans un projet d'une mine d'or à Kalukundi, dans le sud de la RDC. Dans cette affaire, le tribunal américain a ordonné à l'entreprise OZ Africa de restituer une somme de 135 millions de dollars aux actionnaires victimes de cet acte de corruption.

Kindu : les élèves de l'école Malela étudient à même le sol sous un seul hangar. Cette école conventionnée protestante de la 7e communauté des églises de grâce au Congo, manque des locaux adéquats, selon son directeur. Les élèves de toutes les huit classes suivent les cours assis à même le sol sous un seul hangar. Ils sont exposés à toutes sortes d'intempéries.

Nord-Kivu : la milice RNL accentue des exactions à Bapere. Selon la société civile ces Mai-Mai ont décapité samedi 31 octobre un des deux orpailleurs portés disparus depuis le début de la semaine dernière. Ils font des navettes dans la région et continuent de chasser tous les services de l'Etat, en s'attaquant directement aux opérateurs miniers de la zone. Le deuxième orpailleur, enlevé au même moment que la victime, reste lui, introuvable. Après leur forfait, ces Mai-Mai ont chassé les services de l'Etat du site minier de Kazaroho qu'ils occupent actuellement.

Nord-Kivu : la Monusco déploie ses drones et des patrouilles de nuit pour traquer les ADF à Kisima. Cette mission onusienne a ouvert une base à Kilya, dans le groupement Malambo et bientôt une autre à Mutwanga, chef-lieu du secteur de Ruwenzori pour empêcher les attaques des ADF et protéger les civils. « A l'endroit de la population, nous leur demandons de collaborer de partager avec nous toutes les informations. Nous restons engagés à assurer la protection de la population conformément au mandant en vigueur. Nous replaçons nos éléments nos bases à mesure de couvrir toute la zone; c'est dans ce sens que cette semaine on vient de finir la construction d'une base à Kilya et on va directement procéder à la construction d'une autre à Mutwanga. »

Mbandaka : la police appelée à doubler la vigilance. A l'approche des festivités de fin d'année à Mbandaka, de plus en plus il y a regain d'insécurité. Un taximan-moto a été abattu dans la nuit de dimanche à lundi 9 novembre par des inconnus

qui ont réussi à ravir à la victime sa moto et son argent. La police abat un travail considérable, mais les plaintes des bavures policières se multiplient ces derniers temps, a indiqué le maire de la ville. Lesquelles bavures créent l'inquiétude de la population et la pousse à développer une méfiance à l'égard des policiers sensés les sécuriser avec leur biens.

Mai-Ndombe : réhabilité, le gouverneur Mputu Paul Boleilanga appelé à changer sa façon de travailler. « Qu'il puisse répondre à la motion formulée par les députés provinciaux. Que le gouverneur mette au clair le but de sa démission parce que depuis que le gouverneur Mputu Paul avait pris le bâton de commandement de la province de Mai-Ndombe, il n'y a rien qui a été réalisé selon sa promesse. A Nioki par exemple, il nous a parlé de 21 millions des francs congolais pour réhabiliter notre hôpital général mais allez-y voir comment fonctionne cet hôpital. Pas de médicaments, pas de matériels pour répondre à un hôpital général de référence. Aucune école construite ni réhabilitée, les érosions partout, pas de routes. Mais par nos sensibilisations, la population paye régulièrement les taxes. Nous attendons de gouverneur Mputu Paul un grand changement sinon ça ne vaut même pas la peine de le réhabiliter ».

Nord-Kivu : lancement officiel des travaux d'exploitation du gaz méthane du lac Kivu dans le bloc Goma. Les travaux du Comité de suivi de l'exécution du projet de l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu, dans le bloc Goma, en vue de la production de l'électricité par la société Tunisienne Kivu Power, ont été officiellement lancés lundi 9 novembre à Goma (Nord-Kivu) par le ministre d'Etat en charge des hydrocarbures, Rubens Mikindo. L'exploitation du gaz méthane dans le bloc Goma va, non seulement créer des emplois, mais aussi elle va lutter contre la déforestation par la diminution sensible de l'utilisation du charbon de bois en fournissant à la population une énergie propre. Cette exploitation sera combinée avec la construction d'un centre de formation pour une main d'œuvre locale qualifiée, facteur du développement du pays, a annoncé de son côté le ministre congolais de la formation professionnelle, Tumba John.

Kananga : un centre de santé saccagé après le décès d'une patiente. Le centre de santé Mamu wa Ditekemena, situé au quartier Kamayi dans la ville de Kananga, a été saccagé samedi en fin d'après-midi à la suite de la mort d'une dame, décédée après une intervention chirurgicale. La responsable du centre de santé, Sœur Mireille Bakambamba fait savoir que tout le matériel et le mobilier ont été emportés, même le panneau qui alimentait le centre de santé en énergie a été emporté.

Nord-Kivu : le trafic routier Goma-Rutshuru perturbé suite à des manifestations populaires. Selon le président de la société civile du territoire de Rutshuru, une centaine d'habitants de la zone exprimaient leur colère suite au meurtre par balle, la nuit de dimanche à lundi 9 novembre d'un jeune du milieu du nom de Faustin Karyo. Aussi du kidnapping, lundi, de 4 autres personnes dans leur village. Ces manifestants exigeaient la restauration de la sécurité dans leur village. Par ailleurs, elle accuse les 500 ex-combattants du groupe Mai-Mai NDC-Rénové de Bwira et les militaires blessés de guerre, cantonnés sans une prise en charge adéquate dans le camp de Rumangabo, d'être à la base de l'insécurité dans leur milieu. Ils exigent enfin la délocalisation de ces démobilisés.

Ituri : un chef coutumier accuse les Fardc d'avoir incendié 3 villages à Walendu Tatsi. Les villages incendiés sont Tsumbr, Gokpa et Satchu, dans le groupement Penyi. D'après le chef coutumier de ce groupement, des éléments des Fardc auraient brûlé ces entités après des combats qui les ont opposés aux miliciens de la Codeco à Koga. Dans la foulée, trois civils, assimilés aux assaillants, ont été tués par les mêmes soldats des Fardc, ajoute cette source locale. Pour l'heure, les habitants de ces trois villages ont trouvé refuge à Penyi, chef-lieu du groupement portant le même nom ; d'autres se sont dirigés vers Ndongbe, une autre entité voisine. Ces personnes sont dépourvues de tout, tous leurs biens étant partis en fumée.

Nord-Kivu : la situation sécuritaire à Beni au centre des débats à l'assemblée provinciale. La situation sécuritaire en territoire de Beni caractérisé par le massacre des civils a été le sujet d'une question orale avec débat lundi 9 novembre à l'assemblée provinciale du Nord-Kivu. C'est le député Saidi Balikwisha qui a soulevé cette problématique qui s'en est suivi avec une pluie de questions au ministre provincial chargé de l'administration et de la sécurité, Jean-Bosco Sebishimbo. N'étant pas en mesure de satisfaire aux questions des élus sur cette préoccupation majeure, le député Saidi Balikwisha a demandé au ministre en charge de sécurité de déclarer son incompétence et de démissionner. Le ministre provincial en charge d'administration et de sécurité, a demandé un moratoire pour y répondre ultérieurement.

La Snel et la Regideso annoncent l'amélioration de la desserte en fourniture électrique et en eau potable à Kinshasa. Selon le Directeur général de la Société nationale d'électricité (Snel), toutes les machines qui étaient en panne à Inga viennent d'être réparées ; il ne reste plus qu'à assurer leur maintenance pour éviter d'autres désagréments. Le Directeur général de la Regideso indique que la population kinoise ayant augmenté très rapidement et à cause de la vétusté de ses équipements, l'entreprise s'est retrouvée dans l'incapacité de fournir de l'eau potable à tout le monde. Mais, il ajoute que puisque le Gouvernement a consenti des efforts dans l'approvisionnement en intrants pour le traitement de l'eau et

l'amélioration de l'outil de production, une amélioration dans la fourniture d'eau potable sera observée dans peu de temps dans la capitale.

Goma : assassinat de Simba Ngezayo, le chef du bureau des renseignements militaires de la 34^{ème} Région Militaire aux arrêts. Le commandant du bureau des renseignements militaires T2, aurait pris à lui seul, la décision de transférer à Kinshasa, en date du 5 novembre dernier, les 3 présumés suspects de l'assassinat de Simba Ngezayo, dans la matinée du 03 novembre. Selon les sources sécuritaires, ni le commandant région, le Général de brigade Dieudonné Kapinga Mwanza, ni le comité provincial de sécurité n'étaient au courant de ce transfèrement. La même source indique que le téléphone qui a permis aux services de sécurité de localiser la position de ces suspects était jusque lundi gardé par le chef T2. Pendant ce temps, un autre suspect dans cette affaire est toujours en cavale. Depuis la semaine dernière, la police a lancé un avis de recherche.

Deux ministres empêchés de quitter Kinshasa. La ministre d'État en charge de l'Emploi, Travail et Prévoyance sociale, Néné Nkulu, et le ministre des Mines, Willy Kitobo, ainsi que leurs collaborateurs ont été empêchés, mardi 10 novembre matin, de décoller de N'djili à Kinshasa vers l'intérieur du pays. Motif : leurs ordres de mission, dument signé par le Premier ministre, « n'ont pas été contresigné par le directeur du cabinet du chef de l'État. » Les deux ministres Néné Nkulu et Willy Kitobo sont du Front commun pour le Congo (FCC). Cette situation intervient alors que la coalition au pouvoir, constituée du FCC de Joseph Kabila et de CACH de Félix Tshisekedi, traverse une crise sans précédents.

Kinshasa : deux cas de Covid-19 enregistrés dans 2 écoles. Un cas positif a été détecté chez un élève de l'école internationale de Kinshasa, Jewels school situé au quartier GB dans la commune de Ngaliema. La direction de l'école annonce la fermeture des deux classes de 3^e. Elle demande aux parents d'élèves de ces deux salles de classes de garder les enfants à la maison jusqu'au 22 de ce mois. Un autre communiqué vient du Lycée Prince de Liège. Dans ce document, le chef d'établissement annonce la fermeture pour deux jours des 4 salles de classes, le temps de déterminer la liste des élèves qui ont participé à une soirée non autorisée le samedi 7 novembre. Soirée à laquelle un cas positif de Covid-19 était présent.

Lancement des travaux de réflexion sur la création du FONEFF à l'Unikin. L'Agence congolaise de la transition écologique et du développement durable (ACTEED) organise depuis ce mardi 10 novembre matin, les travaux de réflexion sur la création du Fonds national des voies fluviales et ferroviaires (FONEF) à l'Université de Kinshasa (Unikin). La mise en place de FONEFF va faciliter les travaux d'entretien des biefs navigables des cours d'eaux et des voies ferroviaires de la RDC. « Lorsqu'il y aura une fluidité de transport, les paysans sauront évacués les marchandises vers le centre de consommation et à ce moment-là, ils seront motivés pour produire davantage ».

Kinshasa : les gestes barrières pas totalement respectés dans les écoles. A Kinshasa, des cas de contamination sont passés de moins de 5 par jour à 15 ou 25 actuellement. Et pourtant, enseignants et élèves se relâchent pour respecter les gestes barrières, bien qu'ils les connaissent. Ces gestes étaient beaucoup plus respectés au début de l'année scolaire. Dans plusieurs écoles, sans masque, il n'y avait pas d'accès. Dans certaines la prise de température était obligatoire ainsi que le lavage des mains. Et distanciation tant qu'on pouvait. La distanciation, elle n'existe plus, on se met dans les classes comme avant le Covid 19. Pendant la récréation, on se regroupe, on se bouscule sans s'inquiéter.

Le Comité de conjoncture économique annonce une augmentation des réserves de change. Le déficit de 27 milliards de Francs congolais enregistrés au mois d'octobre, a été résorbé par des ressources saines comme les appuis budgétaires du Fonds monétaire international (FMI), a déclaré le vice-Premier ministre, ministre du Budget Jean-Baudouin Mayo Mambembe. Selon M. Mayo, la note de conjoncture de la vice-Première ministre en charge du Plan, Élysée Minembwe, a révélé que les indices macroéconomiques sont contenus dans les limites grâce audit pacte de stabilité, initié par le Premier ministre, Ilunga Ilunkamba. Sur le marché, il y a une décélération du rythme de formation des prix, mais l'augmentation de prix de certains produits, se justifie elle par la perturbation du commerce international suite à la seconde vague de la pandémie de Covid-19. Dans le secteur minier, la note d'information du ministre des Mines, Willy Kitobo, examinée par le CCE, a attesté que la production minière reste maintenue en RDC, mais les exportations ont connu une baisse. Cette situation se répercute sur les redevances minières de l'État sur les exportations. Le Gouvernement Central suit donc à la loupe l'évolution du secteur minier.

Consultations nationales : pour Justin Bitakwira, le pays connaît un malaise. « Les Congolais n'ont pas besoin d'un troisième œil pour constater qu'il y a un malaise, pour savoir que le pays est devant un obstacle... Ce pays ne pourra évoluer que dans le consensus et le président l'a dit, il n'y a pas crise, il y a un malaise. Nous sommes sûrs que les solutions viendront de ces consultations et elles seront à l'avantage de la population congolaise » a affirmé Justin Bitakwira, cadre du FCC. **Il y a un blocage « visible et sensible » dans la coalition FCC-CACH.** Selon l'ambassadeur du Canada : « Sans

prendre parti, parce que je représente une position de neutralité, mais je crois qu'il est reconnu qu'il est tout à fait normal de trouver des mécanismes par lesquels, sortir de l'impasse actuelle, pour être en mesure de livrer des changements auxquels souhaite la population politique. (...)Je souhaite vivement que les leaders politiques de tous les côtés auront la maturité nécessaire pour s'entendre et livrer un programme de changement qui donne des résultats concrets pour la population congolaise ».

Mis sous mandat d'arrêt provisoire, le Directeur général de la RVA acheminé à Makala. Selon des sources judiciaires, il lui est reproché d'avoir détourné 15 millions USD. En effet, depuis 2014 jusqu'à ce jour, la RVA n'a jamais déversé les frais des retraités de son entreprise, à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Au mois de mai 2020, les agents de la RVA à Kisangani dans la province de la Tshopo, avaient réclamé 52 mois de leurs salaires non-payés depuis 2008. La même situation a été vécue au Kasai, où des agents réclament leurs arriérés de salaire évalués à 27 mois et 30 mois pour les autres.

Mercredi 11 novembre.

RDC-Consultations : le député PPRD Jean-Pierre Lihau mobilise la classe politique. Le député national et cadre du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), Jean-Pierre Lihau, invite toute la classe politique à se joindre aux consultations et à soutenir l'Union sacrée pour la nation que veut lancer le Chef de l'État. Le PPRD, parti de l'ancien président Joseph Kabila, est membre de la plateforme Front commun pour le Congo, qui boycotte ces consultations présidentielles, préférant un dialogue dans le cadre de « l'accord de coalition » au pouvoir, qui le lie au Cap pour le changement (CACH) de Felix Tshisekedi. Le député Lihau justifie sa position : « Je me sens très bien dans ma peau de patriote et d'homme libre... Je considère que là où se discutent les problèmes des Congolais, les problèmes du Congo -là où se joue le salut de la nation – moi, en tant que député national, je me dois d'être là.» Le président de la République a poursuivi ses consultations avec plusieurs personnalités politiques. Il s'agit notamment de Godefroid Mayobo, qui conduisait la délégation du PALU (membre du FCC), le G13 (groupe de 13 parlementaires qui font leur plaidoyer pour des réformes du système électoral en RDC) ainsi que d'anciens dignitaires comme Tshimbombo Mukuna, le professeur Lombeya et des alliés du CACH. **Pius Muabilu rencontre le chef de l'Etat « en Républicain ».** « Comme républicain, je suis venu répondre à l'invitation du chef de l'Etat pour échanger sur les questions qui concernent l'avenir de notre pays, l'avenir, le bien-être de notre peuple et le développement de notre pays », a affirmé Pius Muabilu, ministre pour le compte du FCC, président du Congrès national congolais (CNC) et autorité morale du regroupement politique AA/A. Il souligne qu'il faut aller de l'avant et engager les réformes.

Ituri : les élus de Mambasa suspendent leur participation à l'assemblée provinciale. Ils justifient leur position par la révocation du ministre provincial de l'environnement et développement durable, ressortissant de Mambasa, à travers un arrêté signé par le gouverneur de province, il y a quelques jours. Pour le président du caucus des élus de Mambasa, cette façon de faire frise la discrimination par l'exécutif provincial dans la répartition équitable des postes. Il appelle par conséquent les élus de ce territoire à boycotter les activités parlementaires.

Kisangani : culte œcuménique pour marquer le début des manifestations du 10e anniversaire du Rapport Mapping. Il a été célébré par les Représentants des Eglises catholique, protestante, musulmane, kimbanguiste et salutiste. De nombreux membres des familles des victimes y ont pris part. Les manifestants sont allés en procession au gouvernorat de Province et ont remis un mémorandum à l'autorité provinciale exhortant le Chef de l'Etat à s'impliquer pour arracher auprès des Nations Unies, un Tribunal spécial pour la RDC.

Kwango : le gouverneur réhabilité et son adjoint à couteaux tirés. "Il me dit de n'avoir pas respecté la décision du président, est-ce qui lui a une décision du président de la République ? Peut-il présenter la décision du président de la République ? Ça c'est de un. De deux, il est réhabilité par quel document ? Un message que je n'ai pas alors qu'en principe on devait me l'adresser. Trois, je devrais lui présenter des civilités en quelle qualité ? C'est lui qui devait venir me présenter les documents au bureau, il ne l'a pas fait. De quatre, le rapport de gestion, un démissionnaire, quelqu'un qui n'existait plus, moi je vais lui présenter le rapport, en quelle qualité. Soyons sérieux dans ce que nous faisons" répond le vice-président.

Ituri : un incendie ravage 73 cases des déplacés à Ngle. Selon le président de la société civile locale, le feu est parti d'une hutte d'un des déplacés habitant le site même situé dans l'enceinte de l'école primaire Ngle. Sur les 90 cases que comptait le site, seules une vingtaine n'ont pas été touchées par le feu. Il affirme, par ailleurs, que tous les biens des victimes sont partis en fumée ; malgré l'intervention de certains jeunes du milieu, de quelques élèves et des enseignants venus à la rescousse.

Les ministres Nkulu et Kitobo n'avaient pas respecté les procédures légales pour voyager (Présidence). Les ministres Nene Nkulu et Willy Kitobo avaient été empêchés mardi l'aéroport de N'djili de quitter Kinshasa pour se rendre en provinces. Cette affaire a été diversement commentée, notamment sur les réseaux sociaux. D'après les sources de la présidence de la République l'ordonnance loi du 27 mars 2020 portant organisation et fonctionnement du gouvernement est claire en cette matière. Elle stipule selon l'article 34 alinéa 2 que les missions des autres membres du gouvernement sont subordonnées à l'obtention d'un ordre de mission signé par le Premier ministre. Et à l'alinéa 6, il est spécifié que le Président de la République est informé avant le début de la mission ou du déplacement privé des autres membres du gouvernement.

Beni : des bandits armés cambriolent des maisons et des églises. La criminalité urbaine est en hausse depuis plus de deux semaines dans la ville de Beni. Préoccupée, le président de la société civile urbaine, demande au comité urbain de sécurité de mettre toutes ses batteries en marche afin que les enquêtes soient diligentées pour mettre la main sur les auteurs de ces actes. La police souligne même que certains suspects sont déjà aux arrêts.

Kolwezi : les responsables de la territoriale apprennent comment gérer la redevance minière. Organisée par le gouvernement provincial du Lualaba en collaboration avec la coopération technique Allemande, cette formation accueille aussi les membres de la société civile. Pour les participants, cette formation tombe à point nommé. Et pour cause, plusieurs personnes ont dénoncé la mauvaise gestion de la redevance que les entreprises minières payent aux entités dans lesquelles elles sont implantées. Surtout que la plupart des bénéficiaires n'ont pas été formés en cette matière.

Ituri : 9 miliciens Maï-Maï condamnés à la servitude pénale à perpétuité pour avoir attaqué l'équipe de riposte. Au mois de septembre 2019, ces miliciens Maï-Maï appartenant à quatre groupes armés à savoir Mazembe, Baraka, Kiangenda et Uhuru avaient tendu une embuscade à l'équipe des agents de la riposte contre la maladie à virus Ebola, au centre commercial de Byakato. Une attaque qui avait coûté la vie à trois personnes avec d'importants dégâts matériels enregistrés. Les auteurs de ces actes ont été arrêtés à la suite de la dénonciation faite par l'une des épouses de ces Maï-Maï auprès des services de sécurité. Le tribunal les condamne à une peine de servitude pénale à perpétuité et au paiement d'une somme allant de 1500 à 4 000 mille USD. Ce montant est destiné à indemniser trente personnes victimes de cette attaque.

Nord-Kivu : 5 personnes tuées par la foudre à Walikale. Ce drame est intervenu, autour de 16 h pendant qu'il pleuvait dans le quartier Nyalusukula, au chef-lieu du territoire de Walikale (Nord-Kivu). Toutes ces victimes sont décédées sur-le-coup, alors que les 5 blessés, eux, sont actuellement en soins dans l'hôpital de référence de Walikale.

Beni : la CRDH dénonce la lenteur dans le traitement des dossiers par manque de magistrats dans les tribunaux. Le chargé de monitoring de cette organisation indique que cette lenteur est due au sous-effectif des magistrats au niveau de ce tribunal où l'on ne compte que 3 magistrats debout et 4 assis. Pour la CRDH ville de Beni, le conseil supérieur de la magistrature doit considérer cette problématique, vu que la criminalité refait surface dans la ville et territoire de Beni.

Lukula : des maisons d'habitation inondées par les eaux de la rivière Lufiku. Selon le coordonnateur de la société civile de Lukula indique que ce débordement de la rivière a causé d'énormes dégâts tant humains que matériels. Les familles dont les maisons étaient détruites passent la nuit à la belle étoile, et jusqu'à présent aucune prise en charge n'est envisagée.

Mambasa : 7 personnes tuées à la machette dans une incursion des ADF à Samboko. Selon le coordonnateur de l'ONG Convention pour le Respect des Droits de l'Homme (CRDH), antenne de Mambasa, les victimes ont été tuées à la machette. Il affirme que ces personnes ont été surprises dans leurs habitations par ces malfrats.

Maniema : l'assemblée provinciale évince le gouverneur, ce 11 novembre par le vote d'une motion de défiance. La motion a été votée par 15 voix contre 6. Cette motion est votée alors que le gouverneur est à Kinshasa pour une mission de service. Les raisons qui ont motivé l'initiation de la motion : « Manque de leadership responsable, mauvaise gestion à outrance, détournements sans précédent des finances publiques ainsi que le tribalisme et le clientélisme comme mode de gestion ».

Nord-Kivu : une trentaine d'écoles de Beni ne fonctionne pas à cause de l'insécurité. « Depuis le massacre de Halungupa, Loselose, c'était la première vague. Très récemment c'est Kisima. C'est normal que les enfants soient déjà déplacés et donc les écoles sont fermées. Les enfants ne peuvent pas tolérer cette insécurité. Avant cela, c'est Lisasa à Kalunguta. Donc c'est presque dans toute la sous division qu'il y a ces événements alors ça impacte sur le bon fonctionnement des écoles », a déploré le chef de la sous-division de Bulongo, ville de Beni. Il se dit préoccupé par cette perturbation qui risque de peser sur le déroulement normal de l'année scolaire. Il plaide pour une aide humanitaire pour l'encadrement de ces enfants déplacés.

Des députés dénoncent des dépassements budgétaires de plus de 300%. A en croire le député Pasy Zapamba, la Présidence de la République, la Primature, et le ministère des Finances ont réalisé des graves dépassements budgétaires au détriment des certains secteurs comme l'agriculture, pêche et l'élevage qui n'ont jamais connu un début d'exécution. Dans sa réplique, le ministre des Finances, Sele Yalaguli, justifie ces dépassements, notamment par le programme des 100 jours du Président de la République, qui n'a pas été budgétisé. Il estime que ces dépassements sont justifiés par plusieurs projet entrepris en 2019.

Blocage de la coalition FCC-CACH : la Cenco a échangé avec Joseph Kabila. Selon son secrétaire général, l'Abbé Donatien Nshole, les évêques ont voulu « écouter » le sénateur à vie Joseph Kabila, « afin de continuer à réfléchir », compte tenu des enjeux de la situation socio-politique actuelle, caractérisée par le blocage au niveau de la coalition au pouvoir. Les évêques ont aussi voulu dire au sénateur à vie ce qu'ils pensent [de cette situation de blocage], et lui « prodiguer des conseils justes, en ce moment ».

Jeudi 12 novembre.

Leïla Zerrougui : « Seule, la guerre n'amène pas la paix, la justice doit aussi faire son travail ». « Ce qui est en train de se passer dans cette zone de Beni, il y a beaucoup de choses à faire pour ramener la paix. Il n'y a pas que la guerre, qui ramène la paix. Il y a aussi le travail de la justice, il y a aussi le travail de la police, il y a les projets qui ramènent le développement, réconcilier les communautés qui ne vivent pas ensemble... beaucoup de chose qu'on doit faire, ramener le développement c'est aussi un volet de ramener la paix », a conseillé Mme Zerrougui, à la sortie de l'audience que lui a accordée le maire de la ville de Beni. Elle a fait remarquer que des groupes armés étrangers survivent depuis des années dans la zone de Beni. « C'est qu'il y a de la complicité », a-t-elle estimé, tout en appelant à travailler « pour identifier leurs responsables. »

Tanganyika : 3 officiers Fardc et une femme tués par leur collègue à Nyunzu. Un capitaine du 611ème Bataillon des Fardc a tiré des coups de feu en l'air avant de pouvoir pointer son arme en direction de ses deux collègues officiers Fardc et du garde du capitaine. Une femme se trouvant dans le rayon a été touchée par une balle perdue. L'auteur présumé du crime est en cavale. L'Administrateur du territoire de Nyunzu pense que l'argent serait derrière cet incident mortel. Le fugitif a été localisé dans le secteur de Kabeya Mayi, situé à 34 Km de Nyunzu, sur l'axe Nord Lukuga.

Sud-Kivu : le gouvernement fixe les frais scolaires à 15 USD pour le maternel, 60 USD pour les secondaire et Humanités. Cet arrêté a été fixé sur proposition du Comité Provincial de l'EPST réuni le 13 octobre 2020. La Ministre provinciale de l'EPST, Geneviève Mizumbi, affirme avoir suffisamment sensibilisé tous les acteurs de son secteur : "J'ai convoqué le comité de l'EPST où il y a le gestionnaire d'écoles, le comité des parents, et les syndicalistes, dans le but de vulgariser l'arrêté en question ».

Goma : une dizaine d'armes remises au 1er jour de la campagne de récupération des armes détenues illégalement. 8 chargeurs garnis, 1 bombe défectueuse, 1 grenade type chinois, 1 arme AK47 défectueuse et 2 pelles d'infanteries ont été remis par la population civile, à ce premier jour du lancement de cette campagne. C'est à la grande satisfaction de l'initiateur du projet, le député national, Patrick Munyomo. Toutes les autorités qui ont pris part à cette cérémonie invitent et encouragent la population à remettre les armes détenues illégalement. Elles garantissent qu'aucune poursuite ne sera engagée contre toute personne détentrice d'arme, qui va s'en débarrasser durant cette période de la campagne.

Kwango : 4 policiers condamnés par le tribunal militaire de garnison de Kikwit à Kahemba. Le policier Mwangiza Shimanga poursuivi pour homicide intentionnel est condamné à vingt ans de servitude pénale principale, et 4 000 USD. Le capitaine Ntambwe Jean Franc a violé la femme de son garde de corps, est condamné à 20 ans de servitude pénale principale et doit payer une somme de 700 USD. Le prévenu Yembesi Jeancy, est condamné à la peine de mort pour meurtre. Le policier Alain Ifungwasa Matshukako, a écopé de dix ans de prison pour usurpation des fonctions.

Beni : la Monusco installe l'éclairage public aux quartiers Ndjuma et Mathembo. Selon cheffe de bureau Monusco-Beni : « Ce projet est réalisé dans le cadre de réduction de la violence communautaire de la Monusco et l'objectif est notamment d'aider les ex combattants et les jeunes en risque à tourner définitivement la page de la violence en créant les moyens de subsistance alternatif dans leur communauté. Ce projet DDR constitue un moyen pour la mission pour occuper positivement et à court terme, les ex combattants et les jeunes en risque dans des endroits en haute intensité de mains d'œuvre. Le projet consistait à l'installation de 35 lampadaires énergie solaire, ce qui a permis l'œuvre d'éclairage du tronçon Beni-Mavivi » Ledit projet a nécessité un montant de 15 417 USD et a duré deux mois des travaux.

Tshikapa : la société civile alerte sur les conditions difficiles de traversée de la rivière Kasai. A en croire le secrétaire exécutif du cadre de concertation de la société civile de Tshikapa, les habitants de la ville qui doivent se déplacer d'une rive à l'autre de la rivière sont obligés d'utiliser des pirogues. Ce qui pose des problèmes de sécurité notamment pour les enfants. Les pirogues n'offrent pas de garantie sécuritaire. Il parle de risque de chavirement et de noyade.

Les gouverneurs du Sud-Kivu et celui de la province de l'Ouest du Rwanda allègent les conditions de traversée des frontières. Les conditions de traversée des frontières entre le Sud-Kivu et le Rwanda sont allégées pour les étudiants, enseignants, médecins, et autres fonctionnaires résidents. Les deux parties ont également convenu de faciliter l'entrée sur leurs territoires respectifs des petits commerçants transfrontaliers. Par ailleurs, les personnes autorisées à traverser les deux frontières restent soumises aux mesures de prévention et de surveillance sanitaire contre la Covid-19.

Tshopo/Bas-Uele : L'Unicef constate une amélioration des conditions de vie en 2020. Selon le Chef de Division provinciale du Plan : « Il y a d'abord l'appui à l'eau, hygiène et assainissement, il y a la vaccination que nous appelons l'immunisation, il y a l'éducation pour tous, l'éducation de qualité et l'enregistrement des naissances... ». Cette amélioration est reconnue également par l'Unicef. Cependant, son chef de Bureau par intérim, Sylvain Muya, souhaite la révision des stratégies en vue de faire mieux. D'autres améliorations sont aussi attendues notamment en ce qui concerne l'enregistrement des naissances à l'Etat civil, mais à condition que l'Etat apporte sa contribution souligne le Chef de Division du Plan.

Mbandaka : forum pour doter la RDC d'une politique forestière nationale. En ce premier jour, la réflexion a tourné principalement autour des illégalités récurrentes dans l'exploitation forestière à travers la province de l'Equateur. Cette réflexion réunit une vingtaine d'experts représentant les institutions provinciales, l'administration forestière, la société civile, les services judiciaires, universitaires et de recherche, ainsi que la presse. Selon le directeur des Programmes de l'ONG Groupe d'Action pour Sauver l'Homme et son Environnement GASHE, les illégalités sont toujours constatées sur terrain.

Le gouvernement congolais appelé à améliorer la gestion de la gouvernance foncière et forestière en RDC (CEPAS). "La terre, c'est le pouvoir et contrôler la terre c'est contrôler la société. Les panelistes ont appelé la société civile à jouer son rôle de sensibilisation à une gouvernance foncière responsable, dans le secteur minier et forestier. Il est vrai que les grands projets agro-industriels, de l'envergure de Bukangalongo, malgré les implications sociales inévitables sur les populations locales, peuvent contribuer au développement de la RDC, notamment en diminuant la dépendance à l'importation qui fait perdre des milliards des dollars au pays. Encore faut-il que le montage, et l'exécution des dits projets obéissent aux règles de redevabilité claires et strictes. Si toute expropriation, aussi légale soit elle, doit obtenir de la part des populations concernées, un consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause", a déclaré Père Alain Nzadi.

Mbuji-Mayi : 5 agents de la MIBA licenciés pour vol de diamant. Tout a commencé le 24 octobre dernier, déclare certains cadres de la MIBA. Le chef de service Finition s'est incliné en plein travail. Il a ramassé un objet qu'il a directement introduit dans sa poche. Ce geste avait été capté par la caméra de la télésurveillance. L'agent de sécurité commis à ce poste l'a intercepté, et avait par la suite déposé son rapport à la suite de ce mouvement qu'il a jugé suspect. Ce qui a poussé le département technique à visualiser le film quelques jours plus tard. La vidéo a démontré le ramassage d'un objet et de son introduction dans la poche par le chef de service Finition en présence de ses collaborateurs qui n'ont jamais dénoncé cet acte.

Nord-Kivu : la mutualité Bashi Majirane exige des enquêtes sur des tueries perpétrées par les Mai-Mai du NDC/Rénové à Matungu. Les faits se seraient passés dans le site minier de Matungu, environ 100 km du chef-lieu du territoire de Walikale, en groupement Ihana, secteur de Wanyanga (Nord-Kivu). Selon la mutualité Bashi plus de 150 personnes ont été prises en otage à Kokwe-Matungu et emportées vers une destination inconnue par des présumés Mai-Mai du NDC/Rénové. Ces personnes auraient été égorgées et jetées dans les rivières Kokwe et Munjuli. Cette information a suscité, plusieurs réactions notamment du député national Juvénal Munubo, qui a condamné fermement ces tueries des civiles et a demandé l'ouverture d'une enquête judiciaire.

Les évêques de la Cenco échangent avec le Premier ministre sur la situation du pays. Ils l'ont rencontré après avoir échangé successivement avec l'ancien président Joseph Kabila, autorité morale du FCC, et Martin Fayulu de la coalition Lamuka mercredi 11 novembre. Selon le secrétaire général de la Cenco : « Il y a une crise au niveau politique, ce qui justifie les consultations initiées par le chef de l'Etat. Les Evêques comme pasteurs sont préoccupés par l'impact de cette crise sur la vie des Congolais qui ne fait que dégrader au jour le jour. » Le Premier ministre est la plaque tournante de la gestion de ce pays. « C'est lui le chef du gouvernement, c'est lui qui doit canaliser tous les efforts des différents ministères pour que le

peuple congolais puisse se retrouver. Les évêques ont pensé l'approcher pour écouter son analyse et aussi lui prodiguer quelques conseils et aussi lui demander de s'impliquer à son niveau pour arriver à un lendemain meilleur ».

L'insécurité dans le Haut-Katanga au centre du conseil provincial des ministres. Si dans l'ensemble la situation a été jugée relativement calme, le conseil a néanmoins relevé plusieurs crimes et a salué l'arrestation de plusieurs bandits armés : « A cet effet, il y a de signaler l'arrestation par la cellule de renseignement commise au ministère de l'Intérieur des quelques groupes des bandits à mains armées ayant semé la désolation dans l'espace grand Katanga. Parmi eux le tristement célèbre Kabengele alias Kabenz chef d'un groupe redoutable. Les enquêtes continuent. »

Les Fardc demandent aux opérateurs politiques de s'abstenir d'adresser des invectives au commandement des forces armées. D'après le porte-parole des Fardc, cette campagne contre l'armée vise à la démoraliser dans le but d'opposer les militaires les uns contre les autres, alors que l'armée est apolitique. « Nous sommes ici au plan militaire, nous agissons en fonction des données qui sont les nôtres et également des contingences liées à la sécurité du pays. Les opérateurs politiques qui excellent dans des actes attentatoires à l'honorabilité mais également au fonctionnement de nos forces armées au terme de la loi sont justiciables des tribunaux militaires. Parce que leurs objectifs c'est d'opposer les militaires les uns aux autres afin d'impacter la stabilité du pays (...) j'ai lancé un message ici leur demandant de s'abstenir. ».

Ituri : Leila Zerrougui réaffirme la détermination de la MONUSCO de protéger les civils. La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies est arrivée ce même jeudi à Bunia dans la province de l'Ituri. Aussitôt, elle s'est rendue à Roe dans le territoire de Djugu, où plus de trente mille personnes déplacées vivent dans des conditions déplorables. Le site des déplacés de Roe dans la chefferie de Bahema-Nord est l'un des plus grands camps des personnes déplacées qui ont fui leurs villages à cause des atrocités de la milice Codeco. Ces déplacés ont décrit les conditions de vie difficile dans lesquelles ils vivent dans ce site et ont sollicité un appui de la Monusco. Leila Zerrougui partageant leur douleur et souci de recouvrer la paix dans cette région a promis de transmettre leur doléance aux autorités congolaises.

Vendredi 13 novembre.

Le gouvernement offre 3000 USD à chaque victime des guerres de Kisangani. Les représentants à Kinshasa des victimes des guerres de Kisangani peuvent maintenant retourner dans leur province (Tshopo). Après dix mois de leur sit in dans la capitale, le gouvernement a remis à chacun jeudi 12 novembre, 3 000 dollars américains, en plus des titres de voyages. Les représentants des victimes à Kinshasa, après les contacts pris avec le gouvernement, promettent de faire la restitution à ceux qui sont à Kisangani. Des guerres s'étaient déroulées entre 1999 et 2002 à Kisangani, lors de son occupation par les rebelles du RCD et du MLC. La ville avait été bombardée et des massacres y avaient été perpétrés. Des troupes rwandaises et ougandaises s'étaient aussi affrontées du 5 au 10 juin 2000. Six jours de combats intenses, appelés « guerre de six jours », qui avaient causé environ mille morts et trois mille blessés. Des combats avaient sinistré une grande partie de la ville de Kisangani, faisant plusieurs victimes : handicapées ou orphelines.

L'ONG CBM lance la campagne "Santé mentale" à Goma, Beni et Butembo. Le manager de Christian Blind Mission en RDC, Dr Léon Mutingia, indique : « Pour nous, il y a des malades, des personnes qui ont connu l'épidémie qui est en cours, la COVID-19. Et aussi il y a des familles qui sont séparées, il y a eu des morts, il y a des familles qui sont divisées et tout ça, ça affecte psychologiquement les malades. Et aussi, à ne pas oublier, un phénomène ici, les violences basées sur le genre. Il y a beaucoup de personnes en train d'être violées, qui sont en train de connaître plusieurs abus. Alors, tous ces gens-là ou ceux qui sont victimes ou les membres de leurs familles ont des troubles de comportement, des troubles au point de vue social et mental, qui demandent qu'on puisse les assister. » Le projet « Santé mentale » s'étale sur une période de trois ans et est financé à hauteur de 2 millions de dollars américains par différents bailleurs, dont l'Allemagne.

Les Kulunas tentent de fuir le centre de Kaniama Kasese. D'après le journaliste d'une radio à Kaniama Kasese, les Kulunas qui se sont exfiltrés se dirigeaient vers la province du Kasai-Oriental. Il précise que ces derniers ont été rattrapés après dénonciation de la population. La société civile locale, pense que ces jeunes doivent être bien encadrés pour éviter de plonger la cité de Kaniama dans l'insécurité :

Kwilu : les finalistes du secondaire des écoles publiques prennent en charge les professeurs. Les portes des établissements scolaires du secteur public à Bandundu sont restées fermées, à cause de la grève des enseignants amorcée depuis le 13 octobre dernier – au lendemain de la rentrée scolaire – pour la non-satisfaction de leurs revendications par le gouvernement congolais. Pour ne pas rester sans rien faire, certains de ces finalistes ont décidé de trouver les enseignants qui peuvent les encadrer dans le souci de récupérer quelques matières déjà perdues, « moyennant une motivation (...) Par séance, nous donnons 2 000 FC ».

Beni : la COVID-19 pourrait accroître les cas de pneumonie (Dr Babah Mutuza). « En termes simples, la pneumonie c'est simplement l'inflammation du poumon. Elle va être associée à une pathologie de diverses origines. Donc, à un moment donné les poumons sont enflammés, et ils n'arrivent plus à donner à l'organisme la quantité nécessaire de l'oxygène pour purifier le sang. » Selon lui, la RDC traverse une période d'épidémies. « Il faut dire aussi qu'on peut avoir une pneumonie qui est liée au coronavirus. C'est ce qui est en train de s'expliquer avec la complication du système respiratoire. Et donc, continuons aussi à respecter les mesures barrières », poursuit-il.

Haut-Katanga : la police déplore la libération des bandits de grand chemin par le parquet. A peine arrivés au parquet, sitôt libérés, ils sont allés voler dans un hôtel de la place dans la nuit de lundi au mardi 9 novembre où ils ont emporté une importante somme d'argent. Le général Louis Segond Karawa demande à la justice de décourager ce genre de comportement qui met la population en insécurité : « C'est au niveau des autorités judiciaires de prendre toutes les dispositions nécessaires pour décourager quand même ce genre de pratique parce que nous faisons le travail pour sécuriser la population mais quand nous assistons à des comportements comme ça, ce n'est pas du tout digne. Nous travaillons en parfaite collaboration avec notre justice que ça soit civile ou militaire mais de fois il y a toujours des petits égarements comme ça que nous déplorons. »

Mbuji-Mayi : les motocyclistes manifestent contre la taxe urbaine "péage en ville". Ces conducteurs des motos s'insurgent contre le paiement de 20 000 francs congolais (10 USD) comme taxe urbaine dénommée "péage en ville" imposée par la mairie de Mbuji-Mayi. "Il y avait trois taxes : vignette, patente et contrôle technique. Maintenant, on nous demande de payer le péage en ville sous forme de taxe urbaine. On ne peut pas accepter ça. C'est trop", a déploré l'un d'eux. Contacté le maire de Mbuji-Mayi, s'est contenté de calmer les jeux, en invitant les motocyclistes à des discussions.

Kananga : baisse des cas des maladies pulmonaires. La cheffe du service médecine interne de l'Hôpital général de référence de Kananga, Dr Alice Ambokoka, indique avoir recensé dix cas des maladies pulmonaires sur 100 patients consultés en septembre et quatre cas sur 78 malades recensés, en octobre dernier. Pour elle, pour prévenir toutes ces maladies, dans les mesures générales, la population doit éviter de fumer, la promiscuité, la fumée, les poussières et prendre toutes mesures permettant une bonne respiration.

Bukavu : clôture du dialogue interreligieux sur la paix et la sécurité au Sud-Kivu. Les travaux du Centre Protestant Rio de Nguba ont tablé sur le thème "Retournons à l'éternel". Ce dialogue qui a duré trois jours (10-12 novembre) a regroupé les leaders des confessions religieuses, toute tendance confondue, œuvrant dans les territoires de Fizi, Uvira et Mwenga. Selon l'Eglise du Christ au Congo/ECC-Sud-Kivu qui a convoqué ce dialogue, les trois territoires précités constituent l'épicentre des conflits intercommunautaires dans la partie Est de la RDC. Les participants ont insisté sur l'instauration du programme de désarmement, démobilisation et de réinsertion communautaire en faveur des combattants désengagés. "L'autorité de l'Etat qu'elle soit effective dans toute cette zone en conflit, et nous avons voulu que le gouvernement au niveau national puisse penser à une action humanitaire en faveur de tous ces déplacés", a-t-elle conclu.

Maniema : la Syeco et le Synecat lèvent la grève. Selon l'un des membres du Syndicat des enseignants du Congo, les enseignants ont résolu de suspendre la grève car leurs revendications sont déjà satisfaites à 65 % au niveau provincial. Ils reprennent les cours et les revendications continuent tout en étant au lieu de service.

Consultations nationales : « Je suis venu après avoir consulté ma famille politique », affirme le PPRD Ngoyi Kasanji. Il faisait partie du caucus des parlementaires de l'espace Grand Kasai, toutes tendances confondues. « Notre pays traverse une crise profonde. Il était important que nous, élus du peuple, nous puissions venir répondre à l'invitation nous adressée par le président de la République », a déclaré Alphonse Ngoyi Kasanji. Selon lui, il faut que la paix règne dans notre pays pour lui permettre un développement. **Les gouverneurs suggèrent au chef de l'Etat de réfléchir sur le renforcement de la coalition FCC-CACH.** Ils l'ont dit à l'issue de l'échange qu'ils ont eu avec le président de la République, dans le cadre des consultations. « Il s'agit pour nous d'un nouvel élan pour le renforcement de la cohésion nationale de manière à réduire le risque de choc politique ». Il ne s'agit pas d'une stratégie pour consolider un camp contre un autre ou un camp pour minorer un autre.

Ituri : pour Leila Zerrougui, « il y a encore l'espoir de trouver des solutions aux conflits armés ». La représentante spéciale du secrétaire général des Nations unies en RDC Mme Leila Zerrougui a affirmé : « Je n'ai pas d'inquiétude sur le fait qu'aujourd'hui il y a des conflits vraiment graves qui vont générer des crises dramatiques. Il y a des volontés chez les uns et les autres de trouver des solutions. Mais il y a des risques. Il y a des possibilités d'ouverture, des discussions, de pouvoir avancer, de construire la paix de l'intérieur. Des communautés doivent croire que la paix pour l'un c'est la paix

pour l'autre. Il faut bannir le discours de haine, bannir l'exclusion de l'un ou de l'autre. Donc on doit construire la paix à travers l'espoir, à travers la justice et à travers une approche globale. Il n'y aura pas de paix en Ituri, il n'y aura pas de paix dans la RDC si tous on ne considère pas que la menace. Elle, nous affecte tous, et nous devons faire face à cette menace ensemble par ce que ce qui vous touche va aussi me toucher ».

Assemblée nationale : Sylvestre Ilunga présente un projet du budget 2021 estimé à 6,9 milliards USD. Dans son discours, Sylvestre Ilunga Ilunkamba a justifié la régression de ce budget par rapport à celui de 2020 par le contexte difficile caractérisé par les effets néfastes de la Covid-19 ainsi que le ralentissement de l'économie mondiale. Plusieurs projets sont envisagés pour l'année prochaine notamment dans le secteur de l'énergie, du développement rural ainsi que de la reconstruction, affirme le premier ministre. La poursuite de la construction des villages modernes et des centres des jeunes ruraux désœuvrés, la poursuite du projet d'électrification rurale et de réhabilitation des pistes rurales, l'acquisition d'équipements et matériels d'exploitation et de recherche géologique pour la certification des réserves minières figurent aussi parmi les principaux projets à financer pour 2021.

Samedi 14 novembre.

Le projet de budget 2021 jugé recevable à l'Assemblée nationale. Estimé à 6,9 milliards USD, ce budget fonde son espoir sur le secteur minier. L'examen du budget 2021 s'est ouvert par une motion d'ordre dans laquelle les députés ont demandé beaucoup plus de temps pour un débat en profondeur. Dans leurs interventions, les élus du peuple ont déploré la modicité de ce budget qui ne répond pas aux attentes du petit peuple. Majorité et opposition parlementaire estiment que ce budget est plus favorable aux gouvernants, et oublie toutes les ambitions gouvernementales en rapport avec l'éducation, les infrastructures de base et autres. Après la réplique du Premier ministre au tour de minuit, ce budget est déclaré recevable et envoyé en Commission Economie et Finance (ECOFIN) pour 15 jours d'examen approfondi.

Le REPRODHOC dépose une plainte contre Augustin Kabuya de l'UDPS. « Nous reprochons au secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social, Augustin Kabuya ses déclarations incendiaires, il y a même des messages sur les réseaux sociaux qui nous ont tous interpellés en tant que défenseurs des droits de l'homme. Nous avons jugé bon de dénoncer cela, avant qu'il ne soit trop tard » Dans sa plainte introduite au bureau du procureur général près la cour d'appel de Kinshasa/Gombe à Kinshasa, le secrétaire général du REPRODHOC indique qu'Augustin Kabuya a récidivé dans des messages incendiaires, «qui peuvent mettre en mal la paix pourtant chèrement acquise en RDC. » Il appelle tous les politiciens congolais à « cesser avec les discours de haine. »

Sud-Ubangi : deux morts dans une altercation entre forces de l'ordre et élèves. D'après le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha), les écoliers protestaient contre la mort de leur camarade de 17 ans à la prison Angenga faute de soins. Cet élève était en détention préventive accusé de viol d'une mineure de 16 ans, dont le père est un agent du parquet. Des élèves ont manifesté leur indignation à la morgue de l'hôpital général, où était gardé le corps de leur camarade finaliste du secondaire, décédé lundi 9 novembre à la prison. La police les a dispersés à coups de gaz lacrymogène. Certains sont allés lapider la voiture et la résidence du magistrat instructeur. Ils lui reprochaient son refus de transférer à l'hôpital leur camarade qui était malade. Dans leur colère, ces jeunes ont encore attaqué la résidence d'un pasteur apparenté à la victime, ainsi que celles du sénateur José Makila et d'un député honoraire. La police a été débordée par les manifestants, indiquent des témoins.

Des militaires des Forces armées de la RDC (FARDC) ont été appelés à la rescousse. Ils ont tiré des coups de feu pour disperser les manifestants : bilan de 2 jeunes tués, dont l'un a bout portant par un militaire au rond-point Mpenda. La même source parle de 8 blessés, de l'interpellation puis libération de quelques jeunes.

Tanganyika : le HCR assiste 5 000 personnes retournées à Manono. L'activité de distribution en espèces a ciblé 1 000 ménages retournés vivant dans 11 villages du territoire de Manono. Ces chiffres représentent environ 5 000 personnes touchées par cette assistance monétaire du HCR à raison de 120 \$ par ménage. Une opération rendue possible grâce au Fonds Central d'intervention d'urgence (CERF). L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés HCR justifie son assistance aux personnes retournées par le fait que le territoire de Manono fait partie des contrées affectées par les derniers conflits intercommunautaires dans la province du Tanganyika.

Kasaï-Oriental : des milliers de militants de l'UDPS et alliés ont marché pour soutenir les consultations. Parmi les alliés de l'UDPS, il y a notamment le Rassemblement des démocrates Tshisekedistes (RDT), de l'Union pour la nation congolaise (UNC), et de l'AFDC de Modeste Bahati Lukuebo. « Nous saluons et soutenons votre courageuse décision d'entamer les consultations avec les forces politiques et sociales du pays, afin de créer l'union sacrée pour la nation, seul

cadre utile qui permettra le décollage de la RDC, notre pays », a déclaré le président fédéral de l'UDPS à Mbuji-Mayi, Jean-Paul Mbwebwe. Le gouverneur intérimaire, Lazarre Tshipinda, a encouragé les manifestants pour la marche effectuée.

Tanganyika : la Police étouffe la marche de l'UDPS à Kalemie. Les militants du parti présidentiel et leurs alliés sont descendus dans la rue pour soutenir les consultations du Chef de l'Etat. La Fédération provinciale de l'UDPS indique avoir informé les autorités de la Mairie avant l'organisation de la manifestation. Mais la police indique avoir agi pour maintenir l'ordre public. La Fédération de l'UDPS-Tanganyika affirme avoir enregistré des blessés dont le nombre n'a pas pu être défini.

Les décès dus à la rougeole ont augmenté de 50 % dans le monde en 3 ans. La publication de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) indiquent qu'on comptait près de 900 000 cas de rougeole dans le monde en 2019, soit le niveau le plus élevé depuis 1996, la hausse ayant eu lieu dans toutes les régions de l'OMS. Le nombre de décès dus à la rougeole dans le monde a augmenté de près de 50% depuis 2016, plus de 200 000 personnes étant mortes de cette maladie pendant la seule année 2019, d'après les estimations. Cette hausse du nombre de cas et de décès s'explique principalement par une vaccination insuffisante des enfants, qui doivent recevoir en temps voulu 2 doses de vaccin (MCV1 et MCV2). Pour combattre la rougeole et prévenir les flambées épidémiques et les décès, il faut que les taux de couverture de la première et de la deuxième dose du vaccin atteignent 95 % et soient maintenus au niveau national et infranational.

Dimanche 15 novembre.

Crise assemblée provinciale-gouverneur réhabilité au Mai-Ndombe : l'arbitrage du gouvernement sollicité. Le président du cadre de concertation provincial de la société civile de Mai-Ndombe, Isidore Bolikala invite le gouvernement central à arbitrer de façon juste et responsable le conflit entre les députés provinciaux et le gouverneur Paul Mputu Boleilanga qui vient d'être réhabilité par le ministre de l'Intérieur Gilbert Kankonde après sa démission. Selon lui, ce conflit « risque de faire couler le sang des innocents dans cette province ».

Certains militaires et policiers déployés en Ituri éprouvent des difficultés pour toucher leur solde. Ces policiers et soldats indiquent : « Nous éprouvons des difficultés pour nous faire payer notre solde par les agents payeurs de la TMB de Bunia. C'est notre droit d'être payés à la fin de chaque mois, après avoir servi la nation. Nous sollicitons l'implication de nos autorités pour que cette situation soit résolue », a indiqué l'un des militaires. Le responsable local de la banque TMB, contacté par Radio Okapi, n'a pas souhaité se prononcer à ce sujet.

Beni : 6 morts dans une nouvelle attaque des ADF à Matadi-Mboa. Le président de la société civile de Mamove, Kinso Kathuo, rapporte que tous ces civils dont quatre hommes et deux femmes ont été tués à la machette et par balles. « C'était vers 21h00 où les ADF ont quitté leur campement à Mebundu et ont tué six personnes dans le village de Matadi Mboa et ils ont enlevé encore plusieurs personnes et ont emporté des chèvres. L'ennemi est toujours campé à Mabendu, Masesele, Mabatundu mais il n'y a pas une réaction de la part de l'armée. Alors la population est en train de fuir un peu partout ».

Kasaï : l'OIM, le PNUD et ONU Femmes lancent un projet conjoint pour renforcer la confiance et la cohésion sociale, et la confiance entre la population et les autorités de la province du Kasaï à travers l'introduction de la police de proximité, le dialogue communautaire et la relance socio-économique. Ce projet est financé par le Fonds pour la consolidation de la paix à hauteur de 4.555.025 millions USD et s'étend sur une durée de 18 mois. Le projet vise à consolider la paix dans la province à travers deux axes complémentaires à savoir : le renforcement de la sécurité des populations grâce à la mise en place des services de police de proximité et la promotion de l'intégration socio-économique et de la résilience des communautés vulnérables, comme alternative à la violence. La promotion de l'égalité des sexes par une représentation des femmes et des jeunes dans la gestion locale de la sécurité et les mécanismes de gouvernance locale est aussi l'un des objectifs du projet. Le projet appuie la relance de l'économie locale en offrant des opportunités socioéconomiques durables aux communautés, principalement aux femmes et aux jeunes à risque, grâce à la création d'emplois temporaires, l'accompagnement dans le développement d'activités génératrices de revenus et de formations professionnelles, qui s'inscrivent dans le renforcement de chaînes de valeur porteuses. La province du Kasaï a été entre 2016 et 2017 le théâtre de violents affrontements entre plusieurs milices locales et les forces de sécurité. D'origine coutumière au départ, ce conflit s'est rapidement étendu sur l'ensemble de la province du Kasaï Central et du Kasaï, où il a été alimenté par des tensions intercommunautaires latentes et le manque d'opportunités socioéconomiques pour les jeunes, l'accès limité aux services sociaux de base et le vide sécuritaire.

Ituri : des déplacés de Djugu regagnent leurs milieux à la suite de l'amélioration de la situation sécuritaire. Selon la société civile de cette entité territoriale, de nombreux habitants ont regagné leurs milieux et se livrent aux activités champêtres et commerciales. Des dizaines de marchés qui étaient fermés et pas fréquentés à cause de l'insécurité sont de nouveau opérationnels. Ce constat est fait depuis plus d'un mois après la signature de l'acte d'engagement par les différentes factions de la milice Codeco dans le cadre de processus de paix dans ce territoire. Le président de la société civile de Djugu, Jules Tsuba rapporte que la population vaque librement à ses activités champêtres et même commerciales grâce à la libre circulation des personnes et de leurs biens. Les écoles et les structures sanitaires ont aussi ouvert leurs portes. Plusieurs marchés communautaires sont également opérationnels notamment à Alla, Libi, Bule, Fataki, Djugu, Largu, Pimbo, Nyapala, Jina, Masumbuko, Kparnganza, Kpandroma et Bhudhu.

Pour Mike Hammer, la prochaine administration américaine va continuer à soutenir l'avancement de la paix et de la sécurité. Le prochain Président des Etats-Unis d'Amérique continuera avec la même politique envers la RDC : politique de soutien à l'avancement de la paix et de la sécurité, la lutte contre la corruption, la fin de l'impunité ainsi que la protection des droits de l'homme, a soutenu Mike Hammer, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en RDC. Il poursuit : « Les USA qui soutiennent les Nations unies demandent que la Monusco fasse plus pour protéger les populations dans l'est du pays. Les USA sont aussi en train de travailler, plus avec les Fardc mais les Fardc doivent aussi couper leurs liens avec les groupes armés... ». Il déclare que les Etats-Unis, en tant que pays ami, soutient tout effort d'approfondissement de la démocratie.

Le prix du passeport passe de 185 à 99 USD. Ce prix est fixé par un arrêté interministériel signé le 10 novembre 2020 par la ministre des Affaires étrangères, Marie Tumba Nzenza, et le ministre des Finances, Sele Yalaghuli. Selon cet arrêté ministériel, le taux de la taxe à percevoir sur la délivrance d'un passeport ordinaire électronique et biométrique est fixé à un montant équivalent à 99 USD répartis de la manière suivante : 50 USD pour l'autorité contractante et 49 USD pour le titulaire.

Le même arrêté interministériel fixe le délai d'attente pour la livraison du passeport biométrique à 7 jours pour les requérants se trouvant à Kinshasa ; à 14 jours pour ceux des provinces et à 28 jours pour ceux de l'extérieur du pays.

Nord-Kivu : 251 cas de kidnapping enregistrés depuis le début de l'année à Rutshuru. A en croire l'ONG de défense des droits de l'homme basée à Rutshuru dénommée Badilika (changer) au total 251 personnes, ont été kidnappées depuis le début de cette année par les éléments des groupes armés actifs dans la zone. Ce phénomène est observé dans les différents axes routiers ainsi que dans plusieurs villages du territoire de Rutshuru. L'organisation affirme que cette situation rend les populations locales de plus en plus vulnérables et ne favorise pas la cohabitation pacifique.

